

Atténuer
l'impact du
VIH/SIDA
sur la sécurité
alimentaire
et la pauvreté
dans les
zones rurales

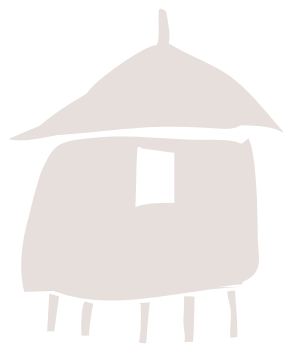


PROGRAMME
VIH/SIDA
DE LA FAO



Atténuer l'impact du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et la pauvreté dans les zones rurales

Conclusions d'une réunion entre les parties prenantes
et résultats de la stratégie qui en découle



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Programme de la FAO sur le VIH/SIDA

Rome 2003

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2003



PRÉFACE

L'épidémie de SIDA remet en question tous les aspects du programme de développement. Elle rend en effet caducs nombre de postulats sur lesquels reposent les activités menées dans ce domaine. La maladie a décimé la main-d'œuvre agricole de l'Afrique subsaharienne et va poursuivre ses ravages pendant des décennies, réduisant peu à peu tous les producteurs alimentaires et les agriculteurs de la région.

L'épidémie a non seulement pour effet d'annuler tous les acquis en matière de développement, elle condamne également à l'échec toutes les activités "classiques" menées dans ce domaine. La maladie frappe et tue régulièrement au sein de communautés qui voient leurs ressources et leurs moyens d'existence s'amenuiser sans cesse. La pénurie croissante de travail – ce dernier étant à la fois une valeur humaine essentielle et le fondement des activités de développement – a pour effet de rendre inopérants les systèmes traditionnels d'adaptation et d'accroître la vulnérabilité. Les institutions rurales et les prestataires de services qui s'efforcent de venir en aide aux communautés payent également leur tribut à l'épidémie, avec des capacités d'intervention de plus en plus réduites par la morbidité et la mortalité. Le SIDA enferme les communautés rurales dans une spirale de la pauvreté qui ne cesse de s'accélérer.

Tout le monde admet aujourd'hui que les questions relatives au VIH/SIDA doivent être abordées dans le cadre d'une approche multisectorielle. Il est devenu évident que le secteur de la santé n'est pas à lui seul en mesure de proposer toutes les solutions nécessaires, surtout lorsque la prévalence du HIV dépasse un pour cent. En considérant le bilan d'un certain nombre de pays, on constate cependant que les stratégies multisectorielles sont efficaces dans le domaine de la santé, mais le sont moins dans d'autres secteurs. Par ailleurs, les mesures d'intervention sont principalement axées sur les zones urbaines, alors que l'épidémie est en train de gagner rapidement les campagnes. On connaît ses effets dévastateurs sur la production agricole et sur les moyens d'existence des populations rurales; on sait également que l'agriculture fait vivre jusqu'à 80 pour cent de la population dans les pays les plus touchés; malgré cela, le secteur agricole n'a pas su réagir à temps et trouver des mesures correctives à la hauteur de la situation. Pour que les solutions applicables aux zones rurales soient efficaces, elles doivent tenir compte du secteur agricole et de sa capacité à réduire le risque d'infection et à vivre avec la maladie.

La rapide extension de l'épidémie nécessite un nouveau type d'intervention. Il faut prendre des mesures systémiques, coordonnées et insister plus que jamais sur

l'importance de la collaboration. En 2001, l'Assemblée générale des Nations Unies a organisé une session spéciale sur le VIH/SIDA; la déclaration adoptée à l'issue de cette réunion reconnaît que des mesures de lutte contre l'épidémie doivent être prises de toute urgence, et recommande notamment la mise en place d'une action concertée au niveau mondial pour venir à bout d'un fléau qui menace l'ensemble de la planète. Suite à la tenue de cette session spéciale, la FAO, le FIDA, le PAM et l'ONUSIDA ont organisé en décembre 2001 un séminaire qui a réuni des participants provenant de différents secteurs. Leur but: mettre au point des stratégies efficaces permettant d'atténuer l'impact de l'épidémie de SIDA sur la pauvreté dans les zones rurales, les moyens d'existence des populations rurales et la sécurité alimentaire. Ce rapport présente une synthèse des contributions des participants ainsi que des discussions et des conclusions auxquelles elles ont donné lieu. Il rend également compte des activités entreprises par la FAO depuis la tenue de la réunion. Nous espérons qu'il favorisera la conception de nouveaux types d'intervention – le besoin s'en fait en effet grandement ressentir – capables d'atténuer les conséquences de l'épidémie et d'enrayer sa propagation.

Marcela Villarreal

Point focal sur le VIH/SIDA

Chef du Service de la population et du développement

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Rome, novembre 2002

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit du travail commun des 71 participants à la réunion de travail organisée à Rome en décembre 2001. Il donne une vue d'ensemble de l'impact du VIH/SIDA sur l'agriculture, des conséquences qui en résultent ainsi que des mesures d'intervention envisageables par le secteur agricole. Ces mesures ont été suggérées à partir de la présentation d'exemples concrets, des exposés des participants et des discussions menées dans les groupes de travail.

Nos remerciements s'adressent tout particulièrement aux nombreux participants qui ont témoigné de la situation dans leur pays, aux orateurs invités qui ont contribué à clarifier et à approfondir les thèmes abordés, aux organisations non gouvernementales et à ceux qui, s'exprimant au nom des personnes touchées par le VIH/SIDA, ont fourni un témoignage extrêmement enrichissant sur l'épidémie dans sa réalité quotidienne, ainsi qu'à l'ONUSIDA pour la générosité de son soutien financier.

La rédaction de ce rapport a été assurée par Natasha Mesko et Maren Lieberum, qui ont bénéficié des contributions de Marcela Villarreal, Carol Djeddah, Libor Stloukal, Tim France, Shannon Stokes et Daphne Topouzis. Gerald Maxwell, du Groupe de communication et conception graphique de la FAO, a assisté à la création de la couverture du livre et des graphiques. Daniela Scicchigno a géré la disposition du texte.



TABLE DES MATIÈRES

Préface	iii
Remerciements	v
Considérations générales	1
Justification	2
L'impact du VIH/SIDA sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	3
L'évolution de l'épidémie	3
Communautés rurales: pauvreté, mobilité et vulnérabilité	4
- disparition des générations productives	6
- pénurie de main-d'œuvre	7
- disparition des connaissances et du savoir-faire agricoles	8
- aggravation de l'état nutritionnel	9
- affaiblissement des institutions	9
- aggravation des inégalités entre hommes et femmes	10
Schéma d'analyse fondé sur les moyens d'existence	11
Expériences dans les pays	17
Une approche multisectorielle	17
Nutrition	18
Vulgarisation agricole	18
Cadre politique	19
Les initiatives des ONG	21
Action du secteur agricole	25
Technologies permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre	25
Préservation et transmission du savoir	30
Renforcement des capacités des institutions rurales	31
Égalité entre hommes et femmes	33
Amélioration de la nutrition	34
Reseaux de protection économique et sociale	35
Aide alimentaire d'urgence	35
Suivi et évaluation des stratégies	36
Intégration des questions relatives au VIH/SIDA	38
Mise en place des partenariats et des activités	39
Statistiques du VIH/SIDA par région	43
Choix de publications sur le VIH/SIDA et l'agriculture	45
Programme de la réunion	49
Liste des participants	51

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La pandémie de VIH/SIDA fait peser sur le développement économique et le progrès social une menace d'une gravité exceptionnelle. Vingt ans après sa première manifestation, le SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise) est devenu la maladie la plus meurtrière que l'humanité ait jamais connue. Le VIH/SIDA est désormais le premier facteur de mortalité en Afrique subsaharienne, et le quatrième, à l'échelle mondiale.

Le VIH/SIDA a des effets désastreux sur la production agricole et les moyens d'existence des sociétés rurales. Toutes les composantes de la sécurité alimentaire – disponibilité, stabilité, accessibilité et utilisation des denrées alimentaires – sont touchées, surtout dans les régions où la prévalence du VIH/SIDA est forte. Les situations d'urgence, notamment les crises alimentaires, aggravent le risque de transmission du VIH. Les populations mobiles sont exposées au risque de contamination et à l'insécurité alimentaire. Les femmes constituent à cet égard un groupe particulièrement vulnérable; les violences sexuelles ou la prostitution à laquelle la misère les conduit sont autant de facteurs d'aggravation du risque de contamination par le virus.

Bien que toutes les données à notre disposition prouvent que le VIH/SIDA a un impact sur l'agriculture, le développement des zones rurales, la nutrition, la sécurité alimentaire, la pauvreté des communautés rurales, l'interaction entre ces différents secteurs n'a pas encore été clairement mise à jour. En matière de prévention et de soins du VIH, c'est l'approche biomédicale qui a prévalu et prévaut encore, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. C'est seulement aujourd'hui, au moment où la prévalence du VIH a atteint des niveaux sans précédent, que l'on commence à élargir la perspective et à prendre à compte les moyens d'existence des populations rurales. Lorsqu'on sait que la majorité des 42 millions de personnes touchées par le VIH (tel est le chiffre estimatif fourni par l'ONUSIDA pour 2002) sont dans une situation des plus précaires en termes de sécurité alimentaire, on ne peut que se réjouir de ce changement.

Dans les pays les plus gravement touchés par l'épidémie, l'agriculture assure la subsistance et la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population. C'est donc au secteur agricole qu'incombe le rôle décisif de veiller à ce que les vivres ne manquent pas et à ce que la population puisse y avoir accès; c'est lui aussi qui doit contribuer à réduire la vulnérabilité des familles, face aux effets à long terme de l'épidémie. Pour être efficace, une stratégie visant à atténuer les effets de l'épidémie doit tenir compte de l'ensemble des répercussions de cette dernière (maladie, insécurité alimentaire, etc.). Il importe donc de prendre en considération et d'intégrer dans les conceptions et les pratiques généralement

adoptées dans la lutte contre le SIDA le savoir-faire et les connaissances en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture. Ce faisant, on parviendra non seulement à mieux gérer les effets du VIH/SIDA sur les populations mais également à enrayer le développement de l'épidémie et des maux qui l'accompagnent.

Justification

La collaboration entre les divers partenaires qui travaillent à l'éradication de la faim et de la pauvreté prend tout son sens lorsque l'ennemi commun est l'épidémie de VIH/SIDA. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), en coordination avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) ont décidé de collaborer à la mise en place de stratégies visant à atténuer l'impact du VIH/SIDA sur les moyens d'existence des communautés rurales et l'insécurité alimentaire. La réunion organisée à cette fin a regroupé plus de 70 participants provenant des horizons les plus variés: délégués de ministères de l'agriculture, agents de coordination de la lutte contre le VIH/SIDA, membres d'institutions des Nations Unies et d'organismes donateurs, représentants permanents auprès des Nations Unies, membres de groupes de recherche universitaire et d'organisations non gouvernementales actifs dans le domaine de la sécurité alimentaire et du VIH/SIDA, groupes de la société civile et groupes de femmes représentant les personnes atteintes par le VIH/SIDA. Cette réunion de trois jours s'est tenue en décembre 2001 au siège de la FAO à Rome. Elle s'était proposée les objectifs suivants:

- parvenir à une compréhension globale de l'impact du VIH/SIDA sur les communautés rurales;
- en s'appuyant sur les pratiques actuelles les plus efficaces, définir des approches novatrices et participatives, intégrant les spécificités de chaque sexe, pour atténuer l'impact du VIH/SIDA sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la pauvreté des communautés rurales;
- intégrer les questions relatives au VIH dans les activités agricoles courantes, au niveau national et à l'échelon du district;
- définir des mesures susceptibles de réduire la vulnérabilité des groupes les plus directement menacés par les effets de l'épidémie, comme les personnes vivant dans une pauvreté extrême, les veuves et les orphelins du SIDA.

Ce rapport répond à un triple objectif: rendre compte des contributions et commentaires des divers participants, prolonger les activités qui ont été réalisées au cours des dernières années ainsi que celles qui ont été inaugurées par la FAO dans les mois qui ont suivi la réunion, et essayer de faire appliquer certaines des recommandations qui ont été formulées.

L'IMPACT DU VIH/SIDA SUR L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'évolution de l'épidémie

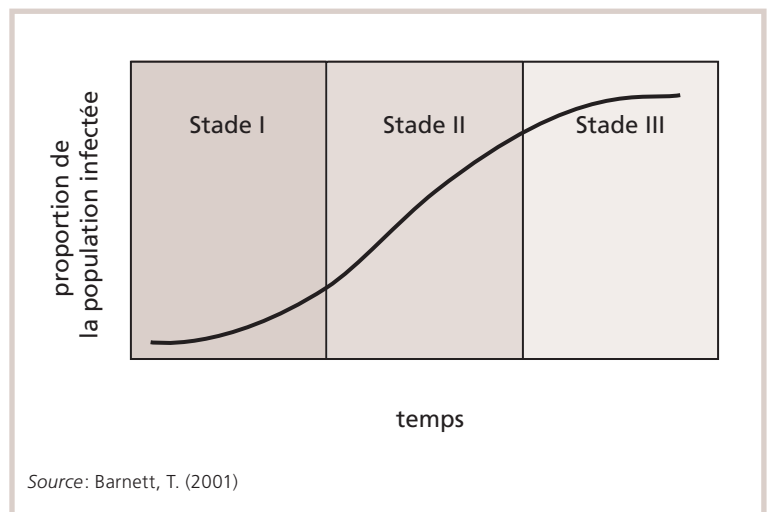
On peut rendre compte de l'évolution de l'épidémie au moyen de la courbe logistique, qui a une forme (extrêmement schématisée) de "S". Pendant le premier stade de l'épidémie, la prévalence du HIV est d'abord très faible; elle s'intensifie ensuite pendant le deuxième stade, au cours lequel la contamination par le virus se poursuit à un rythme accéléré dans l'ensemble de la population. Le troisième stade se caractérise par un ralentissement de la progression de l'épidémie et par la stabilisation du nombre de nouvelles infections; à ce stade, une importante proportion de la population à risque a déjà été infectée. Enfin, on doit pouvoir enregistrer une baisse globale du nombre de nouvelles infections et de celui des personnes infectées.

Un des aspects les plus terribles de l'épidémie tient au fait que les effectifs de la population contaminée ne diminuent pas parce que les malades guérissent, mais parce qu'ils meurent, ce qui explique que la courbe qui schématise l'évolution de l'épidémie puisse être suivie quelques années plus tard par une courbe analogue, qui représente l'ensemble des décès dus aux maladies liées au SIDA.

L'évolution de l'épidémie varie selon les régions et les pays; elle peut parfois se stabiliser assez rapidement, mais parfois le plafonnement ne survient qu'après la contamination d'une importante partie de la

population. En Afrique australe, par exemple, l'incidence du VIH continue de progresser et l'infection touche dans certains endroits plus de 40 pour cent des femmes enceintes. En Afrique de l'Ouest, l'apparente stabilité de l'épidémie s'est révélée n'être qu'un leurre et les taux de prévalence enregistrent de nouveau une forte croissance (ONUSIDA 2002). L'évolution de l'épidémie peut certes varier, mais il importe que le secteur

Figure 1: Stades de l'épidémie



agricole reconnaisse que les régions et les pays peuvent se trouver à des stades différents de l'épidémie et que les stratégies défensives doivent donc être modulées en conséquence.

Communautés rurales: pauvreté, mobilité et vulnérabilité

Selon les estimations, le virus du sida touche actuellement 42 millions de personnes dans le monde, dont 95 pour cent vivent dans les pays en développement (ONUSIDA 2002). En partant de l'hypothèse que chaque cas de VIH/SIDA a des répercussions sur l'existence de quatre autres personnes, on peut affirmer que le nombre d'individus touchés par l'épidémie s'élève au moins à 160 millions (Barnett, Whiteside 2002). Étant donné que plus des deux tiers de la population des 25 pays africains les plus touchés vivent dans les zones rurales et n'ont pratiquement que l'agriculture comme source d'existence, toute stratégie visant à atténuer les effets du VIH/SIDA se doit de tenir compte des moyens d'existence des populations rurales.

Pour faire fonctionner une exploitation, les agriculteurs exercent diverses activités; la production agricole ne constitue donc pas leur seule source de revenus. De fait, les ménages sont de plus en plus tributaires des sources de revenus extra-agricoles – en particulier des revenus en

VIH/SIDA et mobilité

La population mobile regroupe les individus qui, pour toute une série de raisons, volontaires ou involontaires, quittent un lieu pour un autre, que ce soit pour une durée limitée, une saison ou une installation définitive. Sa composition est variée: chauffeurs de camions, marins, travailleurs des transports, travailleurs agricoles, hommes et femmes d'affaires, commerçants, employés de grandes industries, mineurs, fonctionnaires, agents en uniforme, travailleurs du bâtiment et prostitué(e)s.

Il existe deux types de migration: la première s'accomplit à l'intérieur du pays natal – on englobera dans ce mode de migration les flux entre zones urbaines et zones rurales et les réinstallations – et la seconde implique que le migrant quitte son pays. Si la mobilité n'est pas en elle-même un facteur de risque de contamination, les situations auxquelles elle donne lieu et les comportements que les personnes qui se déplacent peuvent être amenées à adopter peuvent quant à eux accroître la vulnérabilité à la maladie. C'est ainsi, par exemple, que:

- les personnes mobiles et les migrants peuvent être confrontés à diverses contraintes – marginalisation, discrimination, exploitation, harcèlement – sans pratiquement aucune protection, sociale ou juridique, et sans pouvoir compter sur l'aide de la communauté de la zone d'accueil;
- la pauvreté et le manque de ressources peuvent contraindre les personnes qui se déplacent à se prostituer – sans protection – pour obtenir des biens, des services et de l'argent;
- les personnes mobiles ont difficilement accès aux informations sur le VIH/SIDA, aux services de santé et aux moyens de prévention (comme les préservatifs) et aux services de traitement des infections sexuellement transmissibles. Cette carence peut tenir à plusieurs raisons, dont les obstacles culturels et linguistiques, une connaissance insuffisante de la région ou le fait d'être en situation irrégulière;
- divers facteurs peuvent favoriser une prise de risques qui augmente la vulnérabilité au VIH: solitude, séparation du partenaire habituel, modification du revenu, influence exercée par les personnes qui se trouvent dans la même situation, possibilités de loisirs, libération des contraintes et des normes sociales.

Notons enfin que les personnes mobiles risquent de contaminer ceux qui ne se déplacent pas – conjoints, enfants ou personnes âgées.

Source: PNUD (2001)



espèces ou des envois de fonds de la main-d'œuvre migrante – qui leur permettent notamment d'acheter des intrants ou de payer les frais de scolarité. C'est ainsi que se créent entre zones rurales et zones urbaines des liens dynamiques tendant à renforcer l'interdépendance entre ces deux pôles et instaurant entre eux un réseau de communication où transitent des flux d'argent et de personnes, mais qui peut véhiculer également toutes les maladies infectieuses et favoriser la transmission du VIH.

La pauvreté et la mobilité jouent un rôle déterminant dans la propagation du VIH/SIDA. Les mouvements migratoires sont en effet essentiellement dus à la pauvreté et à l'absence de sources de revenus dans les zones rurales. Or, les travailleurs migrants qui restent longtemps loin de chez eux sont plus que d'autres susceptibles d'avoir des relations sexuelles occasionnelles non protégées et donc de s'exposer à un risque accru d'infection.

Le secteur agricole exerce une forte influence sur les flux migratoires. De nombreuses exploitations agricoles emploient d'importants effectifs de saisonniers migrants. Les logements mis à la disposition de ces derniers sont généralement impropres à toute vie familiale; souvent surpeuplés, ils n'offrent aucun espace d'intimité mais créent en revanche un contexte favorable à des relations sexuelles occasionnelles ou à la prostitution. Par ailleurs, les petits agriculteurs qui pratiquent la culture commerciale doivent souvent voyager pour leurs affaires et l'achat des intrants. Les projets d'infrastructure favorisent la production et la vente des produits agricoles mais favorisent également une forte mobilité de la main-d'œuvre et suscitent d'importants mouvements migratoires temporaires.

Les groupes moins mobiles qui restent dans les zones rurales doivent quant à eux faire face aux conséquences de l'épidémie avec des ressources qui vont en se raréfiant. Il est en effet bien difficile de s'organiser efficacement pour ceux qui n'ont pas de terres, ou qui utilisent des terres marginales et des systèmes de production fragiles. Par ailleurs, l'augmentation constante du nombre de citadins infectés par le VIH qui retournent dans leur village met à rude épreuve les stratégies de survie et constitue une menace pour la sécurité alimentaire. Les populations rurales ont en outre beaucoup de difficultés à accéder aux informations et aux services de santé nécessaires et donc à apprendre ce qu'il faut faire pour éviter les risques de transmission.

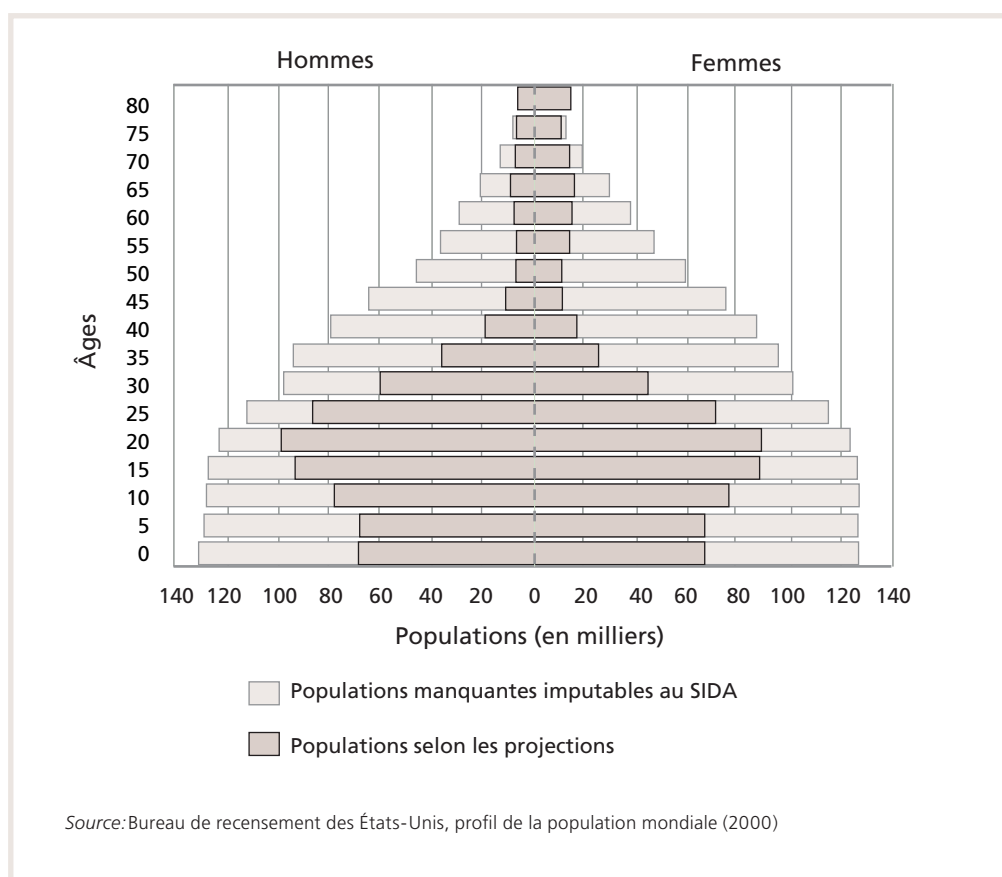


On trouvera dans le tableau 2 (pp. 14-15) une liste des principales conséquences du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés rurales. Nous retiendrons pour notre étude celles qui nous paraissent particulièrement importantes.

Disparition des générations productives

Les projections démographiques montrent que le VIH/SIDA bouleverse radicalement la structure de la population par âge et par sexe ainsi que sa densité (figure 2). On prévoit, outre une baisse démographique globale, une modification de la composition par sexe et par âge de la population qui se traduit par une augmentation du nombre de personnes âgées et de jeunes. Dans nombre de pays, le SIDA réduit à néant tous les progrès qui ont pu être accomplis au cours des dernières décennies dans le sens d'une réduction du taux de mortalité et d'un allongement de l'espérance de vie. Celle-ci est désormais de 47 ans dans les pays d'Afrique subsaharienne, alors qu'elle aurait dû atteindre 62 ans sans la pandémie. Au Botswana, par exemple, l'espérance de vie à la naissance n'a jamais été aussi basse depuis 1950 (ONUSIDA 2002).

Figure 2: Pyramide des âges au Botswana en 2020 d'après les projections avec et sans épidémie de VIH/SIDA



Pénurie de main-d'œuvre

Le VIH/SIDA menace directement la sécurité alimentaire des ménages en touchant les membres les plus productifs. La maladie prive en effet la famille de la capacité de travail du malade mais aussi de ceux qui doivent en prendre soin. Les périodes récurrentes de maladie qui caractérisent le SIDA entraînent une interruption fréquente des activités, qui, à long terme, paralyse la production agricole et met en péril la sécurité alimentaire. La production agricole exige généralement une importante main-d'œuvre, dont les activités sont souvent concentrées sur des périodes précises de l'année. Pour cause de maladie, ou de funérailles, il peut arriver que les semis ne puissent être effectués en temps voulu et qu'une récolte entière soit dès lors compromise.

La production agricole brute est également affectée par les pénuries de main-d'œuvre. La FAO estime que dans les 25 pays africains les plus touchés, 7 millions de travailleurs agricoles sont morts du SIDA depuis 1985 et que 16 millions en mourront probablement avant 2020. Les pays africains les plus affectés pourraient, en deux décennies, perdre jusqu'à 26 pour cent de leur main-d'œuvre agricole: lorsque l'on sait la place que l'agriculture occupe encore dans le produit intérieur brut de ces pays, on peut imaginer les répercussions d'une telle perte sur leur économie. (FAO 2001 b).

	Population totale	Main-d'œuvre agricole
Namibie	-17%	-26%
Botswana	-30%	-23%
Zimbabwe	-23%	-23%
Mozambique	-16%	-20%
Afrique du Sud	-27%	-20%
Kenya	-16%	-17%
Malawi	-17%	-14%
Ouganda	-8%	-14%
Tanzanie	-7%	-13%

Source: FAO (2001b)

Disparition des connaissances et du savoir-faire agricoles

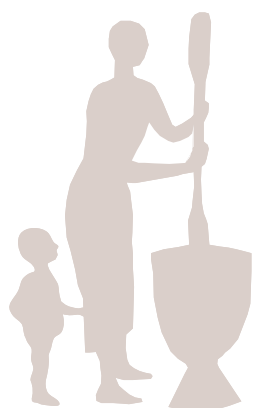
Les systèmes de production agricole font partie intégrante d'un patrimoine de connaissances concernant les cultures et la biodiversité locales qui est indispensable au maintien de l'exploitation. Or, la disparition de toute une génération de personnes productives rend impossible la transmission du savoir-faire et des connaissances agricoles et laisse les jeunes générations mal armées pour faire face à l'épidémie. Qui plus est, il existe dans le domaine agricole une répartition bien précise des compétences entre les sexes; qu'un homme ou qu'une femme meure, et c'est tout le système de production qui en souffre.

L'impact du VIH/SIDA sur les petites exploitations agricoles au Zimbabwe

Une étude portant sur l'impact du VIH/SIDA sur les petites exploitations agricoles de Gweru, au Zimbabwe, a révélé les éléments suivants:

- le taux de mortalité le plus élevé est enregistré dans le groupe d'âge des 31-41 ans;
- chaque mois, approximativement 10 pour cent du temps de travail des agents de vulgarisation agricole est consacré aux funérailles d'un proche;
- les agriculteurs doivent vendre leur bétail et leurs outils pour pouvoir assurer les dépenses médicales et les frais funéraires;
- les terres cultivables sont laissées en friche, faute de main-d'œuvre, ou d'intrants comme les animaux de trait;
- la mauvaise gestion des cultures et du bétail entraîne une perte de revenus;
- le contrôle insuffisant du bétail entraîne des vols et des morts d'animaux, qui aggravent l'érosion des ressources;
- les cultures irriguées étant considérées comme plus fiables, des agriculteurs, certains de rentrer dans leurs frais, sont tentés de contracter des prêts pour engager la main-d'œuvre nécessaire; ils ont malheureusement tendance à négliger toutes les activités postérieures aux semis, d'où l'inévitable réduction des rendements et des revenus.

Source: Ncube, NM. (1999)

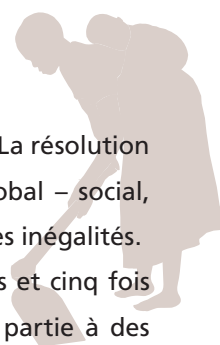


Aggravation de l'état nutritionnel

Le VIH/SIDA exerce une influence directe sur la nutrition, tant à l'échelon de l'individu et du ménage qu'à celui de la communauté. L'infection par le VIH débouche rapidement sur la malnutrition lorsqu'elle s'accompagne d'un apport nutritionnel insuffisant. Les personnes infectées par le virus ont en effet des besoins nutritionnels supérieurs à la moyenne et devraient bénéficier, approximativement, d'un apport quotidien supplémentaire de 50 pour cent de protéines et de 10 à 15 pour cent de calories (Academy for Educational Development 2001, Woods 1999, James, Schofield 1990). Cette nécessité comporte de graves conséquences pour les pauvres, menacés par la malnutrition avant même d'être infectés par le virus. La malnutrition peut également précipiter l'apparition du SIDA, entraîner une mort prématurée et accroître le risque de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Les personnes infectées par le virus connaissent de fréquents épisodes de maladie qui hypothèquent lourdement le déroulement des activités agricoles et peuvent même, s'ils se prolongent, menacer directement la production vivrière du ménage et l'état nutritionnel de l'ensemble de ses membres.

Affaiblissement des institutions

L'épidémie de VIH/SIDA a des conséquences désastreuses pour la production agricole et compromet également la fourniture des services assurés par les institutions rurales. Le premier choc à supporter pour les organisations officielles est l'appauvrissement en ressources humaines. Celui-ci s'explique par les absences de plus en plus fréquentes occasionnées par les épisodes récurrents des maladies liées au SIDA. L'absence d'une partie du personnel entraîne une surcharge de travail pour les autres membres, d'où une dégradation de la qualité du service et une réduction de l'aire géographique sur laquelle le personnel mobile – comme les agents de développement agricole – peut intervenir. L'érosion des effectifs a également des effets moins immédiatement perceptibles; si certaines compétences techniques sont interchangeableables, il existe un ensemble de savoirs et de pratiques propres à l'organisation qui, en revanche, sont irremplaçables. Enfin, les coûts budgétaires directs occasionnés par cet amenuisement constant des effectifs peuvent entraîner une réduction des montants qui devraient être affectés aux activités de l'organisation. Les institutions informelles sont également touchées, car elles ne peuvent plus guère compter sur la contribution des ménages frappés par le SIDA. Ces derniers ont de moins en moins de temps et de ressources à consacrer à ces réseaux communautaires; leur vulnérabilité en est accrue d'autant, car ces organisations constituent de précieux dispositifs de protection sociale.



Aggravation des inégalités entre hommes et femmes

Les inégalités entre les sexes contribuent fortement à la propagation du VIH. La résolution de ce problème nécessite que l'on prenne en considération le contexte global – social, économique, politique et culturel – dans lequel se créent et se reproduisent ces inégalités.

Chez les jeunes, il est fréquent que les taux d'infection soient entre trois et cinq fois plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Ces écarts tiennent en partie à des facteurs biologiques qui accroissent la vulnérabilité des femmes au virus, mais s'expliquent également par des différences d'âge entre les partenaires. Les hommes sont plus âgés, ont plus de pouvoir; pour les femmes, le risque d'être contaminé est d'autant plus grand que les traditions et les contraintes sociales les privent largement des moyens de s'exprimer librement sur leur sexualité, de choisir leur partenaires et d'exiger d'eux d'avoir des rapports protégés.

Les inégalités entre sexes accroissent la vulnérabilité des femmes aux conséquences de l'épidémie de VIH/SIDA. Dans les zones rurales, la charge de travail domestique des femmes tend à augmenter, dans la mesure où c'est à elles qu'incombe généralement le soin des malades. L'accès aux ressources productives – terres, crédits, formation, technologie, etc. – donne très souvent lieu à une discrimination favorable aux hommes. Pour les femmes, l'accès à des ressources rares devient de plus en plus problématique avec la réduction croissante des biens des ménages et l'augmentation du nombre de personnes malades. Il peut en outre arriver qu'une femme qui a perdu son mari ne puisse entrer en possession des ressources du ménage et se retrouve dans une situation économique encore plus grave.

Les agricultrices et le VIH/SIDA

- Au Zimbabwe, l'enquête effectuée en 2000 sur la prévalence a montré que 31,4 pour cent des femmes enceintes vivant dans les zones rurales étaient séropositives. On a enregistré un taux de prévalence de 43,7 pour cent chez les femmes qui ont déclaré vivre dans des fermes.
- Au Swaziland, une étude de veille épidémiologique a révélé que 25 pour cent des femmes ayant déclaré exercer une activité agricole de subsistance étaient séropositives. Dans les zones rurales, le taux de prévalence chez les femmes enceintes a atteint 32,7 pour cent.

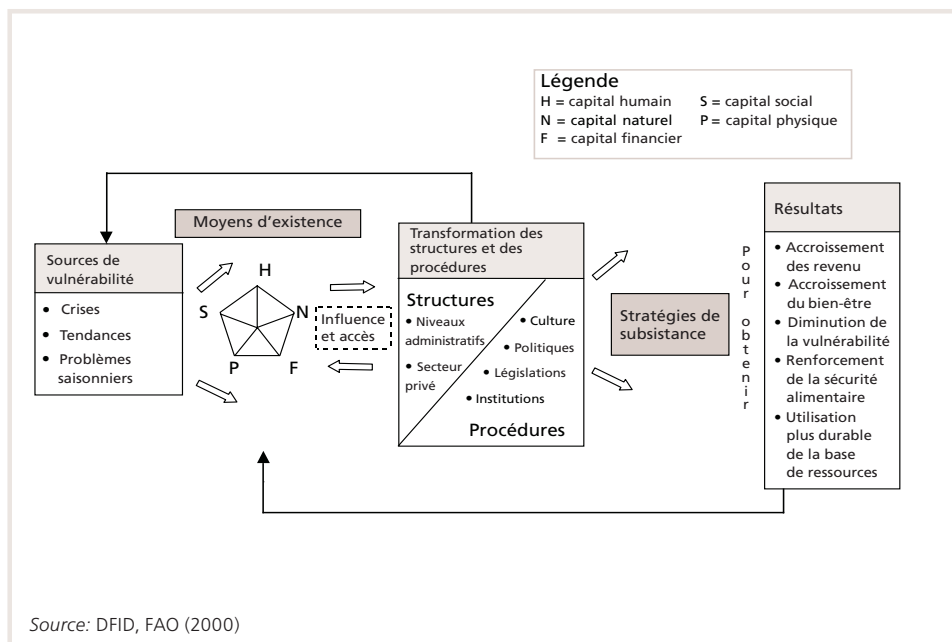
Source: FAO (2002a)

Schéma d'analyse fondé sur les moyens d'existence

Le VIH/SIDA, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la pauvreté et la mobilité des populations rurales entrent en interaction concurrentielle dans un faisceau complexe de relations. Toute stratégie visant à atténuer l'impact du VIH doit se situer dans une perspective globale pour que les interventions prévues aient une véritable portée. On trouvera dans la figure 3 ci-dessous un schéma qui se fonde sur les diverses ressources disponibles et constitue un outil d'analyse pour comprendre les influences réciproques des divers facteurs et leur impact sur les moyens d'existence des populations rurales. Il a également pour but d'aider les diverses parties intéressées à s'engager dans un débat structuré et cohérent. Il indique les facteurs qui ont le plus fort retentissement sur les moyens d'existence, leur importance relative et la manière dont ils se combinent dans l'élaboration des stratégies de survie.

Dans cette perspective, on considère que les ménages disposent de cinq catégories de ressources – respectivement le capital humain, le capital naturel, le capital financier, le capital social et le capital physique. Les ménages jouent avec ces ressources pour mettre au point un ensemble de stratégies visant à accroître leur bien-être et leur permettant de s'adapter au milieu social, économique et politique. Il faut cependant tenir compte de la vulnérabilité des ménages à tous les périls qui peuvent venir compromettre leurs moyens d'existence: sécheresses périodiques, inondations, ravageurs, destruction des cultures, perte du bétail, crises économiques, troubles civils, maladies et décès.

Figure 3: Le schéma d'analyse fondé sur les moyens d'existence



Le VIH/SIDA (soit un des éléments figurant dans la colonne «Sources de vulnérabilité» dans le schéma de la figure 3) représente une menace potentielle considérable pour les ménages agricoles. La maladie ou la mort d'un ou plusieurs membres du ménage peut avoir un impact sur chaque catégorie de ressources et réduire ainsi la capacité du ménage à faire face aux difficultés futures. Si ce genre de situation survient dans un contexte défavorable (en fonction des facteurs retenus dans la colonne «Structures et procédures»), elle peut compromettre les stratégies de subsistance du ménage sur le long terme, fragiliser sa capacité d'adaptation et l'empêcher de d'assurer une sécurité alimentaire durable.



La situation des orphelins du SIDA est extrêmement préoccupante

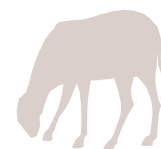
- Dans de nombreux pays, la transmission du VIH s'opère essentiellement par voie sexuelle et touche le groupe d'âge des 15 à 50 ans, soit les personnes qui, souvent, ont fondé une famille. Ceux qui meurent du SIDA laissent derrière eux un grand nombre d'orphelins.
- Le nombre d'enfants ayant perdu au moins un de leurs parents à cause de l'épidémie de VIH/SIDA était estimé en 2002 à 13,4 millions. Ce chiffre devrait passer à 25 millions d'ici 2010.
- En 2001, 70 pour cent des orphelins étaient répartis dans 12 pays d'Afrique subsaharienne.
- Une étude effectuée en Zambie révèle que 68 pour cent des orphelins vivant dans les campagnes ne vont pas à l'école, contre 48 pour cent pour les autres enfants.
- Les orphelins sont déjà victimes d'une grave insécurité alimentaire dans les régions les plus touchées.
- De nombreux enfants perdent leurs parents avant que ces derniers aient pu leur transmettre les connaissances essentielles en matière d'agriculture, de nutrition ou de santé. Une étude réalisée au Kenya révèle que 70 pour cent seulement des ménages agricoles dirigés par des orphelins ont des connaissances suffisantes en ce qui concerne la production agricole.



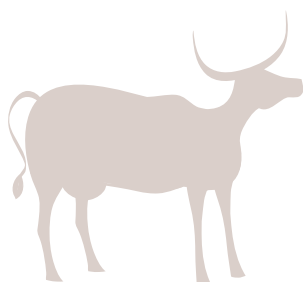
Source: FAO (2001b) et ONUSIDA, USAID, UNICEF (2002)

Tableau 2: Les effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et les conséquences pour les ménages et les communautés

Effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire	Conséquences
Modifications considérables de la structure démographique	<p>Augmentation du nombre d'orphelins</p> <p>Augmentation proportionnelle du nombre de personnes âgées</p> <p>Augmentation du nombre de veuves et des ménages dirigés par des femmes</p>
<p>Baisse du nombre de travailleurs agricoles</p> 	<p>Diminution des surfaces cultivées et réduction des activités agricoles – désherbage, élagage, paillage – entraînant une réduction de la diversité des cultures, une baisse des rendements et, à long terme, la stérilisation des sols</p> <p>Augmentation des surfaces laissées en jachère peu à peu envahies par les broussailles</p> <p>Appauvrissement des méthodes culturales et recul de la production animale</p> <p>Diminution de la productivité des femmes accaparées par les soins aux malades</p> <p>Impossibilité d'effectuer les semis au moment opportun</p>
Maladie chronique ou décès d'un membre du ménage	<p>Augmentation des dépenses de santé</p> <p>Frais funéraires</p>
Modification de la composition du ménage	<p>Modifications de la structure du ménage (âge et sexe du chef de famille)</p> <p>Augmentation de la charge supportée par les personnes actives</p> <p>Migration des jeunes adultes</p>
Augmentation du nombre d'orphelins	<p>Augmentation du nombre des orphelins à prendre en charge</p> <p>Réduction ou arrêt de la scolarité lorsque ces sont les enfants qui dirigent le ménage</p>
Modification de l'état nutritionnel du ménage	<p>Augmentation de la malnutrition chez les personnes touchées par le SIDA et les autres membres du ménage en raison d'un appauvrissement croissant</p>
<p>Forte baisse des revenus du ménage</p> 	<p>Baisse des revenus agricoles et diminution des ventes</p> <p>Vente des terres</p> <p>Liquidation des économies et abattage du bétail pour faire face aux dépenses de santé et aux frais funéraires</p> <p>Baisse de la contribution des femmes au revenu du ménage</p> <p>Réduction des achats, y compris ceux de denrées alimentaires</p> <p>Besoins accru de liquidités conduisant parfois à la prostitution</p> <p>Besoin accru de sources de revenus non agricoles</p>



Effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire	Conséquences
Diminution des possibilités d'obtenir des crédits et d'en faire usage	Hausse des taux d'intérêt et augmentation des cas d'insolvabilité
Diminution des revenus et des biens de la communauté	Réduction des investissements Diminution des montants consacrés par la collectivité aux soins de santé, formels ou informels
Disparition du patrimoine de connaissances, de savoir-faire et de compétences agricoles d'une génération à l'autre	Réduction de la main-d'œuvre qualifiée et déperdition des connaissances agricoles essentielles chez les ménages dirigés par des orphelins Disparition des connaissances agricoles propres à chaque sexe
Difficultés accrues d'accès aux ressources naturelles, en particulier les terres	Épuisement des ressources situées dans l'environnement immédiat des ménages (en particulier l'eau et les ressources forestières) Diminution de la biodiversité et des ressources génétiques
Aggravation des inégalités entre sexes en matière d'accès aux ressources	Augmentation des inégalités entre sexes se traduisant pour l'ensemble des femmes mais en particulier pour les veuves par des difficultés accrues d'accès aux terres, au crédit et au savoir
Appauvrissement du réseau social	Diminution du temps qui peut être consacré aux organisations et associations communautaires ou à tout autre type de réseau de soutien social
Aggravation de l'exclusion sociale	Augmentation des phénomènes d'ostracisme visant les personnes infectées par le VIH entraînant une difficulté accrue à maintenir des groupes sociaux ou des groupes d'intérêt commun
Diminution des biens matériels des ménages	Mauvaise gestion du ménage Augmentation des ventes des biens, des équipements et des outils des ménages
Dégradation des services publics	Baisse qualitative et quantitative des services publics Mauvais entretien des systèmes d'irrigation, des terrasses et des routes



EXPÉRIENCES DANS LES PAYS

Au cours de la réunion, les représentants des gouvernements, des ONG et des organismes donateurs ont présenté de brefs rapports sur les stratégies et les activités destinées à atténuer l'impact du VIH/SIDA dans le secteur agricole. Les pays suivants ont participé: Afrique du Sud, Cambodge, Chine, Éthiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Malgré quelques activités notables dans le domaine de la lutte contre le SIDA, les représentants des divers pays estiment que le secteur agricole ne dispose pas encore d'une véritable stratégie globale. Certains des exemples qui ont été présentés ont permis de discerner quelques pistes pour la mise au point d'une stratégie adaptée aux besoins du secteur agricole et de définir les lignes directrices des futures activités.

Une approche multisectorielle

Dans la plupart des pays qui ont participé à la réunion, la stratégie de lutte contre le VIH/SIDA est mise en œuvre au plan national par le Ministère de la santé. Les Ministères de l'agriculture ne perçoivent pas encore clairement la relation entre le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire, ce qui a permis aux représentants d'affirmer que le principal obstacle à l'organisation de la stratégie du secteur agricole réside dans l'absence de prise de conscience et d'une volonté politique véritables. Une mise au point coordonnée nécessite une réforme structurelle et budgétaire des institutions gouvernementales, qui doivent passer d'un type de fonctionnement vertical (prédominance d'un secteur) à un fonctionnement horizontal (où c'est le travail d'équipe qui est essentiel), être capables de créer des partenariats, tant publics que privés) et amorcer un processus de décentralisation. Compte tenu du manque de fonds, de ressources et de données d'expérience, il s'agit là d'un véritable défi pour la plupart de ces institutions.

Des évaluations de l'impact du VIH/SIDA sur le secteur agricole ont été réalisées sur la demande des gouvernements du Malawi et d'Afrique du Sud. Le Malawi a également mis en place une politique en matière VIH/SIDA pour les services de vulgarisation agricole et le gouvernement de Tanzanie a intégré les questions relatives à l'épidémie dans la stratégie de développement du secteur agricole. Les représentants se sont généralement déclarés convaincus que les stratégies d'atténuation du secteur agricole ne doivent pas se calquer sur les activités du secteur de la santé en matière de soins et de prévention mais compléter les interventions sanitaires pour aboutir à une action intégrée et efficace répondant plus efficacement aux besoins de ceux qui sont le plus durement touchés par l'épidémie. Les représentants ont également admis que leur pays ne disposent pas de toutes les compétences techniques nécessaires à l'élaboration de solutions appropriées au secteur agricole et permettant d'entreprendre une intégration efficace de toutes les activités.

Nutrition

Tous les pays ont admis qu'il existe un lien évident entre l'état nutritionnel, les ressources alimentaires et l'accès à ces ressources. Il est en revanche plus malaisé de percevoir en quoi VIH/SIDA, nutrition et sécurité alimentaire sont intimement liés. Par ailleurs, on a tendance à considérer que l'intégration de la nutrition et des interventions relatives au VIH/SIDA relève plutôt des compétences du secteur de la santé. L'Ouganda a élaboré un programme sur la nutrition et le VIH/SIDA, mais, d'une manière générale, les pays ne considèrent pas encore les besoins nutritionnels comme faisant partie intégrante d'une stratégie de lutte dont pourrait se doter le secteur agricole.

Vulgarisation agricole

Dans plusieurs pays, des programmes d'atténuation des effets du VIH/SIDA ont été mis en œuvre pour protéger les agents de développement agricole. Ce type de programme constitue une piste à suivre pour le secteur agricole et nécessite généralement un renforcement des capacités des services de vulgarisation agricole à s'adapter aux nouvelles conditions imposées par la maladie. Une formation appropriée peut aider les agents de développement agricole à intégrer les questions relatives au VIH/SIDA dans leurs activités quotidiennes et à aider les membres de la communauté à accéder aux ressources appropriées. Il est évident que les agents de développement agricole doivent posséder des informations très précises sur la maladie ainsi que sur son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés rurales, mais qu'ils n'ont pas à s'occuper de la diffusion des informations sur la santé.

Les représentants ont également souligné que les capacités des services de vulgarisation agricole sont laminées par la réduction constante des effectifs consécutive aux maladies et aux décès provoqués par le SIDA. La réduction du personnel entraîne une baisse de la qualité du service, assortie d'une réduction de leur couverture

Sécurité alimentaire, nutrition et VIH/SIDA

La consommation alimentaire tend à décroître dans les familles confrontées au VIH/SIDA. Des recherches effectuées en Tanzanie révèlent que dans les ménages pauvres, la consommation alimentaire par habitant recule de 15 pour cent lorsqu'un adulte meurt. Selon une étude réalisée en Ouganda, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont les principaux problèmes auxquels doivent faire face les ménages dirigés par des femmes lorsqu'ils sont touchés par le SIDA. Les personnes séropositives sont de plus en plus vulnérables aux conséquences de la malnutrition, souffrent d'une fatigue chronique et sont de moins en moins productives. La question de la nutrition doit être au cœur de toutes les stratégies relatives aux soins et aux efforts d'atténuation. Dans les situations les plus graves, certaines mesures – la distribution d'une aide alimentaire ou la mise en place de programmes d'alimentation en faveur des groupes les plus vulnérables – peuvent se révéler inévitables. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la sécurité alimentaire dans le long terme.

Source: FAO (2002d)

géographique et d'une augmentation de leur coût. Certains pays ont également relevé que les difficultés d'accès aux communautés rurales constituent un véritable handicap pour la fourniture de services de qualité et que les activités du secteur agricole doivent s'étendre des centres de district vers les régions plus reculées. La situation semble cependant inextricable, compte tenu de la réduction des effectifs de vulgarisateurs agricoles et du nombre important de ménages touchés par le VIH vivant dans des campagnes reculées.

Cadre politique

De nombreux pays admettent que l'atténuation des effets de l'épidémie de VIH doit être facilitée par la création d'un cadre politique approprié. Des lignes d'action précises tenant compte de toutes les dimensions de la vie des communautés rurales doivent être suivies dans tous les secteurs. Il est essentiel, par exemple, de régler la question des droits de succession et de propriété des femmes et de leur famille afin qu'elles puissent accéder aux ressources et assurer la sécurité alimentaire de leur famille après la mort de leur mari. Dans certains pays, les mesures en matière de protection et de sécurité des enfants ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des orphelins du

SIDA, qui doivent lutter pour leur survie. Un bon exemple de collaboration intersectorielle est fourni par l'Afrique du Sud, où le Ministère de l'agriculture et le ministère des affaires territoriales collaborent à un programme de redistribution des terres. Le ministère des affaires territoriales a également mis en place une politique en matière de VIH/SIDA. Dans la plupart des pays, la mise en place coordonnée d'un dispositif approprié est toutefois freinée par le fonctionnement hiérarchique – ainsi que par la fréquente étanchéité – des départements ministériels.

Le programme plurinational de lutte contre le SIDA en Afrique

La Banque mondiale a lancé un programme de lutte contre le VIH/SIDA en l'Afrique (MAP), dont l'objectif est d'aider les pays africains à renforcer les activités menées dans le domaine de la lutte contre l'épidémie. Sur le plan du développement, il s'agit d'améliorer l'accès aux programmes de prévention, de soins et de traitements, en accordant une attention toute particulière aux groupes vulnérables.

En Éthiopie, le programme financera notamment le plan stratégique mis en œuvre par le gouvernement pour la période 2002-2004, dont un des volets porte sur le renforcement des capacités des institutions tant privées que gouvernementales. Les activités dans le domaine de la prévention, des soins et des traitements seront également financées, afin de développer les actions multisectorielles de la société civile et des collectivités contre l'épidémie de SIDA. Au Kenya, le programme intensifiera la lutte contre le SIDA et, en s'appuyant sur des travaux de recherche, des mesures de suivi et des évaluations, interviendra dans cinq catégories d'activités considérées comme prioritaires: la prévention, les campagnes de sensibilisation, les mesures visant à faire bénéficier les personnes touchées par le SIDA d'une gamme complète de traitements et de soins, la gestion et la coordination des activités et l'atténuation des conséquences sociales de la maladie.

Source: Banque mondiale (2001)

Les initiatives des ONG

Les organisations non gouvernementales et communautaires, les groupes de femmes, les associations de personnes vivant avec le SIDA ont trouvé plusieurs solutions intéressantes pour organiser la lutte contre l'épidémie de VIH. Certaines de ces organisations ont, dans le cadre d'une approche participative, intersectorielle et flexible, mis en place des activités destinées à venir en aide aux femmes, aux orphelins et aux jeunes. La plupart des activités présentées lors de la réunion comportent plusieurs volets qui, insérés dans un programme global, portent sur des domaines aussi divers que l'agriculture, la formation, le microcrédit, les soins à domicile, les services d'aide et de conseil pour les personnes vivant avec le SIDA. Plusieurs organisations s'efforcent de venir en aide aux personnes vivant avec le SIDA, en travaillant notamment à la création d'un réseau d'aide pour les personnes positives et en appuyant la lutte contre l'ostracisme. Avec l'aide de leurs partenaires, elles s'efforcent également d'améliorer la qualité des campagnes d'informations sur le SIDA et de faire pression sur les autorités pour que les traitements soient plus largement accessibles aux milieux économiquement faibles.

Par la diversité de leurs activités, les ONG montrent la nécessité d'une action de grande ampleur contre le VIH/SIDA, allant au-delà des intérêts sectoriels, et favorisant un développement rural intégré dans lequel les communautés jouent un rôle essentiel. Ces activités sont le fer de lance de la lutte contre l'épidémie et il faut prendre en exemple les activités des ONG qui se sont intégrées avec succès à celles des pouvoirs publics ou d'un partenaire du secteur privé.

L'association UWESO (Uganda women's effort to save orphans)

Cette ONG nationale, créée en 1986 par un groupe de femmes ougandaises, compte aujourd'hui dix mille adhérents dans tout le pays. Elle a initialement fonctionné comme une organisation humanitaire, distribuant des vivres et des médicaments dans les régions dévastées par la guerre, puis a élargi le champ de ses activités en s'occupant d'orphelins.

En Ouganda, les familles d'accueil sont majoritairement dirigées par des femmes (des veuves, des grand'mères, ou souvent des adolescentes, des tantes ou des cousines) qui doivent faire face à des difficultés de toutes sortes – manque de main-d'œuvre pour assurer la production alimentaire et les activités agricoles, problèmes de succession, baisse du pouvoir d'achat et de la solvabilité – qui constituent autant de menaces pour la sécurité alimentaire, l'état nutritionnel et la scolarisation des enfants.

Pour aider ces groupes vulnérables à se prendre en charge, l'UWESO a mis en œuvre un programme dont l'objectif est d'aider les familles d'accueil à acquérir les compétences nécessaires pour gérer un microprojet ou démarrer une activité et de leur faciliter l'accès au microcrédit, afin qu'ils puissent investir dans des activités rémunératrices. Le programme comporte plusieurs autres activités, notamment la formation sur les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que dans le domaine des soins et du conseil pour le VIH/SIDA. L'UWESO propose également aux orphelins non scolarisés une formation professionnelle et une possibilité d'apprentissage – généralement mécanicien de vélo, réparateur de radio, menuisier ou tailleur. En s'efforçant de combiner renforcement des capacités et accès au microcrédit, le projet a permis aux bénéficiaires de se doter de moyens d'existence plus fiables et plus durables et d'accroître ainsi sensiblement leurs revenus. Il prouve ainsi de manière convaincante que la formation technique et le microcrédit sont deux outils qui permettent de renforcer les capacités et les mécanismes d'adaptation des communautés.

Source: FIDA (2001b)

Table 3: Résumé des activités présentées au cours de la réunion

Pays	Exemples d'activités	Groupes cibles	Activités
Cambodge	Écoles d'agriculture, programme de gestion intégrée des ravageurs www.unaids.org/publications/documents/sectors/agriculture/Jc-fao-e.pdf	Agriculteurs	Recherche d'actions participatives Analyse et élaboration de stratégies locales Promotion d'une stratégie de développement de type holistique
Lesotho	Le projet de lutte contre le VIH et le SIDA mis en œuvre à Maluti Pour de plus amples informations, contacter: mranneileng@yahoo.co.uk	Malades Orphelins	Activités rémunératrices Soins à domicile Conseil Soins des orphelins
Tanzanie	Projet concernant les moyens d'existence dans les villes mis en œuvre à Mwanza Pour de plus amples informations, contacter: acordtz@africaonline.co.tz	Groupes présentant un risque élevé d'infection par le VIH Personnes vivant avec le SIDA Ménages pauvres et vulnérables, dirigés notamment par des femmes, des enfants, des orphelins et des veuves La communauté au sens large	Prévention du SIDA par 'éducation par les pairs' Promotion de l'égalité entre hommes et femmes Assainissement de l'environnement Formation dans le domaine de la micro-finance et de la création d'entreprises
Tanzanie	Low external inputs for sustainable agriculture (LEISA) Pour de plus amples informations, contacter: acordtz@africaonline.co.tz	Agriculteurs Groupes vulnérables, surtout les orphelins et les veuves Autorités locales et organisations Camps de pêche et adolescents	Formation aux techniques culturelles appropriées Octroi de prêts pour l'achat de moyens de transport de fabrication locale Prêts pour activités rémunératrices Campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA
Ouganda	Ugandan Women's effort to save orphans (UWESO) www.uweso.com/	Orphelins Tuteurs d'orphelins	Systèmes de crédit et de prêt Formation professionnelle
Ouganda	National community of women living with AIDS (NACWOLA) Pour de plus amples informations contacter: AIDS Support Unit, Action Aid. ssempebwar@actionaiduganda.org ; nkangabwaj@actionaiduganda.org	Femmes séropositives Enfants de personnes vivant avec le VIH Communautés vivant avec le VIH	Conseil, soins à domicile Soutien au générateur de revenu 'Projet-memoire' Sensibilisation

Pays	Exemples d'activités	Groupes cibles	Activités
Ouganda	<p>People with AIDS development association (PADA)</p> <p>Pour de plus amples informations, contacter: AIDS Support Unit, Action Aid. ssempebwar@actionaiduganda.org; nkangabwaj@actionaiduganda.org</p>	Personnes vivant avec le SIDA	<p>Soins à domicile et soutien</p> <p>Conseil</p> <p>Activités rémunératrices</p>
Ouganda	<p>The AIDS service organization (TASO)</p> <p>www.taso.co.ug/</p>	Personnes vivant avec le SIDA	<p>Hygiène alimentaire</p> <p>Régime alimentaire équilibré</p> <p>Aliments locaux à haute valeur nutritive</p>
Ouganda	<p>Les écoles d'agriculture itinérantes de Kitovu</p> <p>mmmuganda@utlonline.co.ug</p>	Adolescents non scolarisés	<p>Formation agricole et professionnelle</p> <p>Apprentissage d'un métier</p>
Ouganda	<p>African rural development initiative (ARDI)</p> <p>Pour de plus amples informations, contacter: AIDS Support Unit, Action Aid. ssempebwar@actionaiduganda.org; nkangabwaj@actionaiduganda.org</p>	<p>Jeunes mères</p> <p>Personnes vivant avec le SIDA</p> <p>Jeunes</p>	<p>Enseignement « ménager »</p> <p>Allocations aux jeunes mères</p> <p>Conseils et visites à domicile</p>
Zimbabwe	<p>Projet d'écoles d'agriculture</p>	Agriculteurs marginalisés (surtout les veuves et les femmes qui dirigent un ménage)	<p>Formation agricole et appui</p> <p>Cours d'hygiène de vie pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA</p>
Zimbabwe	<p>African farmers' organic research and training project (AfFOResT)</p> <p>www.unaids.org/publications/documents/sectors/agriculture/Jc-fao-e.pdf</p>	Veuves du SIDA	<p>Formation des travailleurs agricoles</p> <p>Participation des formateurs aux activités des écoles d'agriculture</p>
Zambie	<p>Sécurité alimentaire et alimentation des ménages</p> <p>www.unaids.org/publications/documents/sectors/agriculture/Jc-fao-e.pdf</p>	Ménages ruraux	<p>Augmentation de la production alimentaire</p> <p>Favoriser l'accès à des aliments à grande valeur nutritionnelle</p> <p>Diminution de la charge de travail par le biais de technologies appropriées</p> <p>Campagnes de sensibilisation sur les besoins nutritionnels des groupes vulnérables</p>

ACTION DU SECTEUR AGRICOLE

Les répercussions du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés rurales sont extrêmement graves. Le secteur agricole doit résolument adopter une perspective globale et à long terme s'il veut mener la lutte contre la pandémie dans les meilleures conditions. Dans cette optique, les mesures préventives et les mesures correctives doivent se renforcer mutuellement. Le secteur agricole doit à la fois maintenir les moyens d'existence des sociétés rurales, réduire la vulnérabilité des familles d'agriculteurs aux répercussions du VIH/SIDA et se mettre au service de l'économie nationale, pour laquelle l'agriculture joue souvent un rôle déterminant.

La réunion a permis de dégager huit activités à mettre en œuvre par le secteur agricole. Chacune de ces activités, intégrée dans une stratégie spécifique, comporte une série d'interventions susceptibles de résorber les difficultés liées à l'épidémie. On trouvera dans le tableau 3 un essai de synthèse des stratégies en question, accompagné d'exemples d'activités qu'il serait souhaitable de mener à l'échelon des districts ainsi que de leurs résultats en termes de sécurité alimentaire. La mise au point des activités devrait reposer sur un certain nombre de principes généraux, au nombre desquels figure l'engagement en faveur de la diversité, de la lutte pour l'égalité entre les sexes, de la défense des droits de la personne et de la lutte contre l'ostracisme. Leur concrétisation nécessite des mesures à long terme, la création de partenariats et la mise en place de synergies créatrices avec d'autres secteurs.

Technologies permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre

Parmi les préjudices dont souffrent les familles touchées par le SIDA, le plus courant et sur lequel nous disposons des informations les plus précises est la pénurie de main-d'œuvre. Le recours à des technologies permettant de réduire la main-d'œuvre est donc particulièrement indiqué pour atténuer les ravages de l'épidémie. Il faut mettre en place des technologies qui permettent d'économiser le temps consacré aux activités agricoles et domestiques et qui puissent être utilisées facilement par les jeunes et les personnes âgées. On peut en la matière recommander certaines pratiques, notamment les techniques culturales nécessitant de faibles quantités d'intrants, l'utilisation de charrues légères – et, d'une manière générale, d'outils maniables par les jeunes, les femmes et personnes âgées –, de semences améliorées (elles réduisent la main-d'œuvre nécessaire pour le sarclage), les cultures intercalaires, la préparation minimale du sol, ainsi que l'accès à l'eau potable, les techniques de récupération de l'eau et l'utilisation de fourneaux consommant peu de combustibles qui puissent permettre aux femmes de se consacrer à des activités plus rentables.

On peut également faire des économies de main-d'œuvre de manière indirecte, en renforçant par exemple les capacités de stockage – ce qui permettra notamment de réduire les pertes après récolte et d'améliorer la sécurité alimentaire. Le développement de cultures vivrières à haute qualité nutritive dans les jardins potagers familiaux pourrait enrichir la production alimentaire des ménages. La culture de ce type de jardins nécessite un travail assez important, mais qui présente l'avantage d'être constant pendant tout le cycle de production et de ne pas être concentré uniquement sur les périodes des semis. Les petits ruminants peuvent fournir une alimentation riche en protéines. Ce type d'élevage – qui peut se pratiquer à proximité du foyer – nécessite relativement peu de travail.

Réduction des intrants pour une agriculture durable en Tanzanie

Ce programme, destiné aux groupes les plus vulnérables des communautés agricoles locales (groupes qui englobent les ménages touchés par le SIDA) propose aux bénéficiaires une formation agricole qui leur permet d'augmenter la productivité de leur exploitation tout en réduisant les coûts et les besoins de main-d'œuvre. Il s'agit par exemple, de réduire la dépendance à l'égard des intrants chimiques et d'encourager pour cela l'utilisation des moyens disponibles sur place: le fumier organique et les cendres pour les engrais, les résidus de récoltes pour le paillage, les composés organiques provenant des herbes et arbustes pour le déparasitage. Il s'agit également de réduire les besoins de main-d'œuvre en favorisant l'utilisation d'outils de transport construits sur place, comme les brouettes en bois, et en utilisant des techniques culturales (sélection des cultures appropriées, pluriculture) propres à empêcher la prolifération des plantes adventives. Ces mesures ont toutes pour effet de réduire les coûts financiers et de main-d'œuvre des agriculteurs. Le programme prévoit également une gestion communautaire des ressources naturelles, assurée par le biais d'une coopération entre les comités locaux et les instances opérant au niveau du district. Les réseaux de gestion des ressources collectives se trouvent ainsi renforcés.

Les agriculteurs qui participent à ce programme ont constaté une augmentation de leur productivité et une réduction de leurs investissements. Le coût de la main-d'œuvre agricole locale a augmenté, car les agriculteurs obtenant désormais de meilleurs rendements sur leurs propres parcelles et ayant moins besoin de faire appel aux services d'une main-d'œuvre rémunérée. Les terres prennent également de plus en plus de valeur, car les agriculteurs commencent à prendre conscience du potentiel productif de leurs parcelles.

Un fonds d'aide a été créé dans le but d'assurer aux familles touchées une protection juridique et garantir leurs droits en matière d'héritage et de fournir un crédit aux personnes dont la situation est la plus préoccupante. Les membres de la communauté et les responsables locaux choisissent les bénéficiaires, les opérations d'aide étant prises en charge par des comités de soutien aux veuves et aux orphelins des villages.

On observe déjà un recul de l'ostracisme qui frappe habituellement les familles sans dirigeant et une implication plus active des instances dirigeantes de la communauté dans les activités d'aide aux personnes touchées par le VIH/SIDA.

Source: White, J. (2002)

La FAO et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) possèdent d'importantes connaissances sur les technologies qui permettent de réduire les besoins de main-d'œuvre. Il importe donc de se référer à tout ce qui a pu être acquis dans ce domaine; les connaissances permettant d'améliorer l'accès à ces technologies et leur compréhension pourraient être adaptées aux pénuries de main-d'œuvre imputables au VIH/SIDA.

Système de culture sans labour du sol au Brésil

Dans le sud du Brésil, les systèmes de culture sans labour du sol sont utilisés et perfectionnés par les agriculteurs depuis une trentaine d'années. Ce type de culture associe préparation minimale du sol, labours superficiels et rotation appropriée des cultures. Cette pratique a été adoptée par les agriculteurs brésiliens lorsqu'ils ont constaté que la préparation du sol et les labours entraînaient une forte érosion des sols et qu'il fallait donc recourir à d'autres techniques. Le principe en est simple: le sol doit être constamment couvert afin d'être protégé contre l'érosion due à l'eau, au vent et au soleil et l'ensemencement se fait directement dans le sol, à l'aide d'outils peu sophistiqués conçus pour pouvoir être utilisés manuellement ou par traction animale.

L'adoption de ce système s'est traduite par une diminution des besoins de main-d'œuvre pendant les périodes des semis. Cette diminution a permis aux agriculteurs de diversifier leurs activités et, souvent, de s'assurer des sources de revenus parallèles. Ce type de pratique a également pour effet d'accroître la biodiversité et la capacité de rétention d'eau du sol, ce qui, à long terme est la garantie de rendements plus élevés et plus stables. Son efficacité est toutefois assujettie à une double condition: il faut que les agriculteurs puissent compter sur l'appui de services de vulgarisation et de conseil compétents et se procurer à un prix raisonnable les outils d'ensemencement nécessaires.

Source: FAO (2001d)



PRINCIPES DIRECTEURS

Viser le long terme

L'épidémie de HIV/SIDA ayant des répercussions durables, les politiques et les programmes doivent, pour être véritablement efficaces, se placer dans une perspective à long terme et pouvoir aborder les questions relatives aux moyens d'existence des communautés rurales et à la sécurité alimentaire dans toutes leurs dimensions.

Créer des partenariats et développer des synergies

Compte tenu de la nature de l'épidémie et de ses répercussions sur les moyens d'existence, les partenariats doivent être l'élément clé de toute stratégie. La collaboration doit s'étendre du niveau local au niveau international et s'établir entre tous les secteurs. Il faudra renforcer les moyens dont les divers partenaires ont besoin pour s'engager activement dans un dialogue fondé sur la collaboration. Les organisations du secteur de la santé et les organisations non gouvernementales et locales ont acquis dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA une expérience irremplaçable dont le secteur agricole pourra s'inspirer pour frayer sa propre voie.

Favoriser la diversité

Les moyens d'existence des communautés rurales se caractérisent par leur grande diversité. Pour les agriculteurs, la mise au point de nouvelles méthodes est rendue nécessaire aussi bien par les impératifs de la production que par les particularités agroécologiques de l'endroit où ils vivent. Les activités agricoles font partie intégrante de la vie des sociétés rurales et s'insèrent dans un ensemble de pratiques sociales et culturelles qui en régissent le fonctionnement et assurent notamment la protection de la communauté pendant les périodes difficiles.

Les interventions doivent donc tenir dûment compte de la spécificité des systèmes locaux de production et de reproduction ainsi que des règles qui les gouvernent. Cette diversité des pratiques locales peut être une source de grandes difficultés lors de la mise en place au niveau national des mesures de protection du secteur agricole.

Les droits de la personne

Le droit à une nutrition adéquate est un droit fondamental de la personne. La sécurité alimentaire suppose l'existence d'une quantité stable et suffisante de vivres. Une approche axée sur les droits de la personne, pour qui l'individu est l'élément essentiel, fournit une assise à la fois éthique et juridique aux politiques relatives à la sécurité alimentaire; elle rappelle l'importance de la non discrimination et souligne le rôle de l'État face à la maladie, aux infirmités, ou à tout autre cause faisant qu'une personne n'est plus en état de gagner sa vie. Dans cette perspective, on considère que, étant donné la quantité limitée de ressources disponibles, l'accès à une nutrition adéquate est un objectif qui ne peut être atteint qu'au terme d'un long processus; on estime également que les gouvernements doivent aller dans ce sens en prenant des mesures qui permettent de tirer le meilleur parti des ressources existantes. Une perspective fondée sur la prise en compte des droits de la personne met en avant la responsabilité des pouvoirs publics, mais aussi celle d'autres acteurs importants. Elle fournit une base solide pour les programmes en faveur des personnes vivant avec le SIDA et de ceux qui les soignent. La figure 4 détaille les mesures qui permettraient de garantir une sécurité alimentaire envisagée dans la perspective des droits de la personne. Toutes les politiques, les plans et les activités de lutte contre le VIH/SIDA devraient donc être évaluées à l'aune de trois impératifs: le respect, la protection et la satisfaction des droits de la personne.

Lutter contre l'ostracisme

L'ostracisme et l'ignorance freinent considérablement les efforts visant à atténuer les répercussions de l'épidémie de VIH. Il convient donc d'instaurer, au sein et à l'extérieur des organisations, un contexte favorable qui permette d'influer sur les comportements. Des stratégies de communication efficaces doivent faire participer activement les personnes vivant avec le SIDA et soutenir les activités novatrices.

Instaurer l'égalité entre sexes

Les répercussions de l'épidémie de VIH/SIDA sur les moyens d'existences des communautés rurales remettent profondément en question la répartition des rôles sociaux de l'homme et de la femme. Souvent, elles induisent une modification des relations productives et reproductives entre hommes et femmes, changement qui va dans le sens d'une aggravation des inégalités d'accès aux ressources. Toute stratégie d'atténuation adaptée au secteur agricole doit être conçue et formulée à partir d'une analyse des relations entre les sexes. Les efforts visant à réduire l'impact du SIDA fournissent l'occasion de s'interroger sur les inégalités liées aux différences d'âge et de sexe.

Figure 4: Grille applicable à la sécurité alimentaire et aux droits de la personne pour les personnes séropositives et celles qui sont indirectement touchées par la maladie

	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE				
RESPONSABILITÉ DES POUVOIRS PUBLICS	Adequate food supplyApprovisionnement suffisant en denrées alimentaires			Stabilité de l'approvisionnement et accès à celui-ci	
	Adéquat sur le plan nutritionnel	Sans danger	Une nourriture culturellement acceptable	Durable sur le plan environnemental et écologique	Durable sur le plan économique et social
RESPECT	Tenir compte de l'augmentation des besoins nutritionnels	Tenir compte du fait que la sécurité alimentaire est un véritable besoin	Respect de l'identité culturelle en matière d'alimentation	Respect des techniques de production vivrière traditionnelles respectueuses de l'environnement	Respect des droits coutumiers régissant la propriété des terres et des autres ressources productives
PROTECTION	Maintenir le régime alimentaire Protéger contre la discrimination	Évaluation des risques Législations et réglementations Services de contrôle Surveillance	Protection des cultures vivrières traditionnelles	Surveillance et traitement des maladies des cultures et du cheptel	Protection des intérêts économiques des personnes touchées par le VIH/SIDA
RÉPONSE AUX BESOINS -organiser -fournir	Services d'aide aux personnes touchées Fourniture de rations alimentaires	Gestion des risques et communication Planification des activités d'atténuation	Veiller à la disponibilité des aliments traditionnels locaux	Plan d'action pour l'atténuation des maladies des plantes et des animaux et de l'érosion écologique	Donner aux personnes touchées les moyens de se procurer des vivres Fourniture des ressources

Source: Oshaug, A., Engh I. (2002)

Préservation et transmission du savoir

Outre la question des technologies qui permettent de réduire les besoins de main-d'œuvre, les participants ont abordé un autre aspect du problème: la plupart des décès dus au SIDA touchent les personnes en âge de procréer, celles donc qui pourraient transmettre à leurs enfants les connaissances, les pratiques et les savoir-faire agricoles, qui sont dès lors voués à disparaître avec elles.

Des recommandations ont été formulées pendant la réunion sur les moyens de préserver ce patrimoine de connaissances et de le transmettre aux générations futures, hommes et femmes confondus. Les programmes de vulgarisation agricole et les organisations locales informelles doivent être réorientés de manière à pouvoir répondre à la demande d'informations des ménages dans lesquels un adulte est décédé. Les familles dirigées par un enfant ou par une femme et les personnes qui ont perdu leur conjoint ont besoin de savoir comment faire pour reprendre l'exploitation. Il faut donc s'assurer de ce que les ménages dans lesquels un adulte est décédé soient capables d'établir des plans de culture, de perpétuer les pratiques d'élevage, de stocker leurs céréales, de vendre leur production et soient également bien informés sur les pratiques propres à chaque sexe. L'évaluation et le contrôle de ces capacités constitueront le préalable à la conception et à la mise en place de stratégies efficaces propres à répondre aux besoins d'information de ces ménages.

Le VIH/SIDA et la biodiversité agricole

La biodiversité et le savoir local traditionnel sont deux outils irremplaçables pour permettre aux populations rurales de faire face à l'insécurité alimentaire et à toutes les répercussions de l'épidémie. A l'aide de ces ressources, accessibles sur place et peu onéreuses, il serait possible d'élargir l'éventail des moyens d'action des ménages touchés par le SIDA dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la santé et des moyens d'existence. L'amenuisement, l'inaccessibilité ou la disparition des autres ressources rendent d'ailleurs ces deux-là de plus en plus précieuses; elles représentent souvent l'unique richesse des communautés rurales pauvres. Il est donc essentiel de reconnaître leur valeur, de les protéger et de les promouvoir.

Source: FAO (2002b)

Les écoles d'agriculture itinérantes de Kitovu (Ouganda)

Ce projet a pour but de permettre aux jeunes et aux orphelins d'assurer leur subsistance par le biais d'une formation agricole. Il aide également les jeunes à devenir indépendants en facilitant leur accès à la terre, qui est souvent prêtée par des curateurs ou des membres de la communauté.

Ce projet est le fruit d'une collaboration entre les communautés rurales, les équipes chargées du projet et le gouvernement (bureau de l'Agriculture et département de l'Éducation). Toutes les ressources sont mises en commun: les communautés locales mettent à disposition des terres qui seront utilisées à des fins pédagogiques ou cultivées par les jeunes; le secteur de l'éducation met à disposition des locaux scolaires ainsi que des parcelles qui, situées tout près des écoles, servent à des exercices pratiques; la formation agricole est dispensée par des spécialistes engagés recrutés spécialement; le bureau local en charge de la production agricole se charge quant à lui de l'établissement du programme des cours et de la fourniture des conseils techniques. Cette formation pratique dans le domaine de la production agricole dure deux ans.

Source: White, J. (2002)

Renforcement des capacités des institutions rurales

Les stratégies visant à atténuer les effets de l'épidémie doivent être axées non seulement sur les individus et les familles, mais également sur les organisations et institutions locales. Il importe de renforcer les institutions rurales, qui elles aussi sont affectées par les pertes – pertes de personnel, perte des capacités opérationnelles, perte du savoir institutionnel – dues aux ravages du SIDA. Les institutions informelles sont affaiblies, car leurs membres ont moins de temps à leur consacrer.

L'ensemble des services dispensés dans les zones rurales – éducation, santé, développement agricole, crédit, finances, associations de femmes – ainsi que tous les groupes, comités et associations chargés des questions touchant la nutrition, l'irrigation et la maintenance – doivent bénéficier d'un soutien. Il faut informer le personnel des conséquences du VIH/SIDA sur les moyens d'existence des communautés rurales et les aider à intégrer dans leurs activités des stratégies qui tiennent dûment compte des problèmes liés à l'épidémie.

Certaines communautés ont à cet égard fait preuve d'une très forte capacité d'adaptation et ont su doter leurs institutions des moyens de faire face à tous les problèmes liés à l'augmentation de la morbidité et de la mortalité. Ce sont généralement la famille, les voisins ou les institutions locales qui viennent en aide aux ménages frappés par la maladie: il importe donc de tirer parti de leur expérience dans ce domaine. L'élaboration d'une stratégie adaptée aux besoins du secteur agricole devra également prévoir un vaste éventail d'activités – encadrement des institutions informelles traditionnellement chargées du partage du travail et des activités agricoles à l'échelon de la communauté, soutien aux initiatives personnelles en matière de soins aux malades et aux mourants, soins des enfants, mise en place de systèmes de crédit et d'épargne adaptés, offre d'une formation en apprentissage pour les orphelins, fourniture aux ménages en difficulté de l'aide nutritionnelle et éducative dont ils ont besoin.

Dans de nombreux pays, les coupes sombres effectuées dans les budgets des services publics au cours des dix dernières années ont entraîné une réduction des ressources et le non renouvellement du personnel dans de nombreux secteurs. Dans un tel contexte, les effets de l'épidémie de VIH/SIDA sont encore plus sensibles, car la maladie contribue à la réduction des ressources humaines et à la hausse des coûts de santé. Les pouvoirs publics doivent penser dans le long terme s'ils veulent continuer à fournir des services de qualité et efficaces et conserver leurs capacités.

Il faudra aider les services publics de vulgarisation agricole à réorienter leurs activités. Pour eux, l'objectif n'est plus seulement de créer de nouvelles méthodes pour répondre aux besoins et aux difficultés des groupes les plus vulnérables mais de pouvoir faire face

Un nouveau type d'écoles d'agriculture pour la prévention du VIH au Cambodge

Dans le but de renforcer les capacités d'adaptation du secteur agricole face à l'épidémie de VIH, le projet de lutte contre le VIH et pour le développement en Asie du Sud-Est institué par le PNUD, en collaboration avec la FAO et le programme de lutte intégrée contre les ravageurs, ont mis au point un projet pédagogique expérimental. Dans les écoles créées à cette fin, les agriculteurs sont formés à l'écologie végétale et apprennent à distinguer les ravageurs utiles des nuisibles. Cette approche novatrice permet d'utiliser la connaissance des écosystèmes végétaux pour appréhender l'écosystème humain et découvrir les facteurs susceptibles de renforcer ou d'affaiblir la résistance de l'homme aux agressions, notamment à celle du VIH.

La formation dispensée dans ces écoles permet aux agriculteurs d'acquérir un outillage théorique très riche et d'évoluer dans un cadre facilitant. La visée essentielle de ce projet est de promouvoir une stratégie de développement conçue dans une perspective holistique, c'est-à-dire dans laquelle les agriculteurs ne cherchent pas seulement à accroître les rendements de leurs cultures rizicoles mais s'efforcent de prendre en compte toutes les dimensions de leur existence. Cette approche leur permet de comprendre qu'ils ont en main les clés de leur avenir et de celui de leurs enfants.

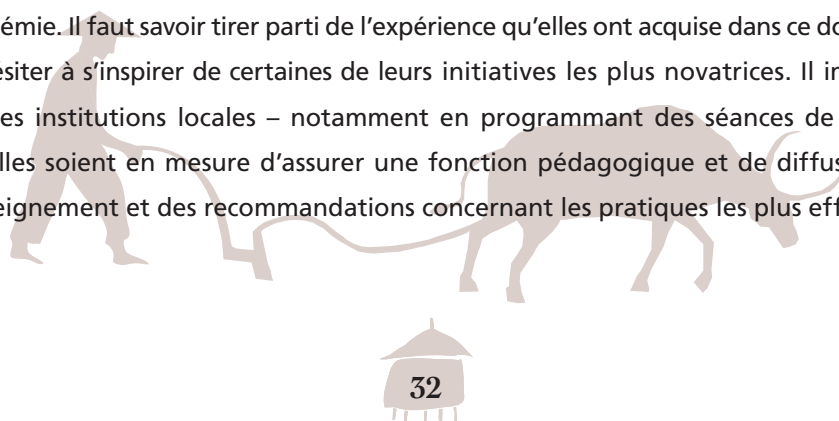
Source: FAO, PNUD (2002).

à une réduction constante de personnel. Ils devront pour cela faire preuve de créativité et utiliser par exemple la radio ou s'appuyer sur des associations agricoles d'entraide.

Il faut organiser des campagnes de sensibilisation et prendre des initiatives susceptibles d'attirer des investissements novateurs dans le secteur agricole. La mise en place d'une infrastructure rurale – construction et entretien de routes par exemple – doit cependant être encadrée par un ensemble de mesures visant à réduire la propagation du VIH pendant et après la réalisation du projet, en raison de l'afflux de travailleurs migrants que cela suppose.

Les organismes de microfinance et de crédit communautaire sont des exemples d'institutions rurales qui aident considérablement à faire face aux répercussions du VIH/SIDA. La microfinance joue un rôle important pour les ménages qui ne sont pas touchés par la maladie, car elle leur permet d'être économiquement productifs et de constituer l'épargne dont ils pourront avoir besoin. Lorsque la maladie et la mort touchent un ménage, les institutions de crédit jouent un rôle essentiel en assurant la stabilité financière des membres du ménage qui peuvent travailler et pourvoir aux soins des malades. Il faut inventer de nouveaux mécanismes de crédit, et prévoir par exemple, dans les cas où la maladie rend impossible le remboursement d'un prêt, la mise en place d'une assurance ou la désignation d'une personne qui assure le remboursement.

Les ONG locales et les institutions formelles et informelles sont le fer de lance de la lutte contre l'épidémie. Il faut savoir tirer parti de l'expérience qu'elles ont acquise dans ce domaine et ne pas hésiter à s'inspirer de certaines de leurs initiatives les plus novatrices. Il importe d'appuyer ces institutions locales – notamment en programmant des séances de travail – pour qu'elles soient en mesure d'assurer une fonction pédagogique et de diffuser des outils d'enseignement et des recommandations concernant les pratiques les plus efficaces.



Le coût de ces activités doit être déterminé soigneusement pour que les gouvernements puissent évaluer les implications budgétaires de leur mise en œuvre. Il faut renforcer les capacités des pouvoirs publics à assurer à la fois le financement de ces innovations locales et leur développement progressif.

The African farmers' organic research and training project (AfFOResT). Un projet du Zimbabwe.

Ce projet a été mis sur pied pour répondre à la demande d'agricultrices de la vallée du Zambèze. Dans cette région, les femmes de la terre sont souvent des veuves dont le mari est mort du SIDA. Quant aux autres, elles doivent s'occuper d'un mari malade ou des proches. L'objectif visé était d'accroître la rentabilité des petites exploitations de coton cultivé sans pesticides. Pendant la saison sèche, des agents de terrain ont reçu une formation scientifique pendant quatre semaines. Les agricultrices sont encouragées à alterner la culture du coton avec les cultures vivrières traditionnelles. Ces agents de terrain travaillent ensuite comme animateurs dans des écoles pratiques d'agriculture et sont supervisés tous les mois par le personnel du projet AfFOResT.

Quelques groupes d'agricultrices ont défini leurs propres interrogations et poursuivi leurs propres recherches, ce qui a permis d'élargir les perspectives dans le domaine de la production biologique. Bien que le coton de culture biologique ne permette pas d'obtenir des rendements aussi élevés que celui des cultures commerciales, l'expérience s'est révélée profitable, grâce aux économies réalisées sur les intrants et sur la main-d'œuvre. En effet, le temps de travail hebdomadaire nécessaire à l'épandage des pesticides est passé de 15 heures à 3 heures. Le désherbage des champs de coton a également nécessité beaucoup moins de travail, grâce à la pratique de cultures intercalaires (de doliques par exemple). L'entraide pratiquée dans les groupes a également été une source de réconfort pour un grand nombre de veuves. Des séances de formation ont été consacrées à des débats sur le VIH/SIDA et un stage de formation de trois jours, organisé autour du thème "La santé et le VIH", a fourni aux participants des informations sur plusieurs thèmes - la maladie et le système immunitaire, l'alimentation saine, se nourrir avec les produits de son jardin, comment vivre avec le VIH, les herbes médicinales.

Source: White, J. (2002)

Égalité entre hommes et femmes

Bien que la problématique de l'égalité entre les sexes ne concerne pas le seul secteur agricole, sa relation avec la pandémie de VIH/SIDA ainsi qu'avec ses répercussions sociales et économiques est tellement déterminante qu'elle devrait être prise en compte dans toutes les stratégies agricoles visant à atténuer l'impact de l'épidémie. Les femmes sont en effet particulièrement vulnérables sur le plan physique (elles encourent un risque d'infection par le VIH plus élevé), mais également sur les plans social et économique, où les conséquences du VIH/SIDA sont particulièrement lourdes.

Le VIH/SIDA a souvent pour effet d'empêcher les femmes d'accéder aux ressources et aux moyens d'existence et d'en disposer librement. La discrimination qui les frappe en matière d'accès aux ressources – terres, crédit, emploi, éducation et information – accroît encore leur vulnérabilité. Certains pays ont adopté une législation qui confère aux femmes des droits égaux en ce qui concerne l'héritage des terres à la mort de leur mari. Il s'agit évidemment d'un progrès considérable sur le plan juridique; l'application de cette loi étant toutefois considérablement freinée par le poids des traditions locales, il convient d'appuyer les autorités locales pendant la période de transition.

Nombre de questions relatives à l'égalité entre les sexes touchent au cœur même du fonctionnement

social et nécessitent un réexamen en profondeur des relations entre les femmes et les hommes, ce qui implique une remise en cause des structures de pouvoir et la mise en place de politiques et de législations novatrices aux niveaux local, national et régional. Il faut par ailleurs tenir compte des différences entre les diverses régions et cultures et reconnaître que les questions touchant la propriété des terres, l'accès au travail et à l'eau ne présentent pas partout le même caractère d'urgence.

Le secteur agricole doit, dans le domaine de ses compétences, promouvoir activement l'égalité entre les sexes et viser en priorité l'accès des femmes aux ressources productives – notamment les terres, le crédit, les connaissances, les intrants agricoles et la technologie – ainsi que leur libre disposition de ces ressources.

Amélioration de la nutrition

Le lien entre le VIH/SIDA et la nutrition apparaît lorsqu'un membre actif d'un ménage tombe malade et que la perte de productivité qui en découle entraîne un déficit alimentaire pour le ménage en question. L'insécurité alimentaire est synonyme de problèmes nutritionnels, de santé fragile, de baisse de la productivité. Il semble par ailleurs que la malnutrition aggrave les conséquences de l'infection par le VIH et, en revanche, qu'un régime alimentaire équilibré aide l'organisme à lutter contre les infections opportunistes qui accompagnent la maladie. Pour rester actives et prolonger leur espérance de vie, les personnes séropositives doivent bénéficier d'un apport nutritionnel supérieur à la normale.

Il existe également un vaste éventail de mesures préventives à mettre en œuvre dans le domaine nutritionnel: mise au point de programmes éducatifs ciblés sur les nourrissons, les enfants, les adultes et les personnes âgées, fourniture d'une aide nutritionnelle et éducative aux personnes touchées, mise en place de programmes de soutien en faveur des orphelins, augmentation de la production agricole par l'utilisation de variétés de plantes améliorées et l'amélioration des techniques culturales. Le jardinage peut également fournir les éléments nutritifs nécessaires et permettre aux familles de varier leur alimentation.

Les femmes transmises en héritage et le VIH/SIDA au Kenya

Dans certains districts du Kenya, il est encore courant que les femmes soient transmises en héritage à la mort de leur mari. Dans le contexte de l'épidémie de SIDA, cette pratique, qui est un mécanisme d'aide traditionnel garantissant aux veuves l'accès aux ressources et à la famille étendue, pourrait être un facteur de propagation du VIH. Il est en effet probable que les femmes dont le mari est mort du Sida ou d'une des maladies qui l'accompagnent soient séropositives, même si elles ne présentent aucun symptôme. En outre, une femme malade a peu de chances d'être transmise en héritage. Dans les zones rurales du Kenya, rares sont les personnes qui ont accès à des services de dépistage, et les gens ne savent généralement pas s'ils sont infectés ou non. Il est donc peu probable qu'une veuve sache si elle est séropositive; elle peut en outre ne pas vouloir révéler la vérité, car le fait d'être transmise en héritage est souvent pour elle l'unique source de sécurité, qui va lui permettre de nourrir ses enfants et de protéger ses biens.

Source: Buckley, S. (1997)

Réseaux de protection économique et sociale

Les communautés ont mis au point diverses stratégies pour aider leurs membres à faire face aux ravages du VIH/SIDA comme de tout ce qui peut menacer leurs moyens d'existence. La plupart de ces stratégies reposent généralement sur l'aide prodiguée par la famille élargie et jouent un rôle essentiel dans l'appui prodigué aux ménages touchés par le VIH/SIDA. Les services d'aide sociale, les associations d'épargne et de crédit, les groupes d'entraide, les organisations locales, les projets rémunérateurs et les initiatives personnelles ont tous un rôle fondamental à jouer dans la protection des moyens d'existence dans les zones rurales. La solidarité communautaire, concrétisée par le partage du travail et de la production des parcelles communales, est quelque chose d'extrêmement précieux pour les ménages touchés par le VIH/SIDA. Les donateurs, les ONG, les organisations religieuses et les autres groupes devraient donc favoriser les initiatives de type communautaire.

Aide alimentaire d'urgence

L'aide alimentaire d'urgence est une solution à court terme au problème de la forte insécurité alimentaire liée à l'épidémie de VIH/SIDA. Le ciblage de l'aide alimentaire – que les bénéficiaires soient des particuliers, des ménages ou des communautés – est une opération délicate qui doit répondre à des principes éthiques pour ne pas susciter une nouvelle forme d'ostracisme. Parmi les bénéficiaires pourraient figurer les ménages dirigés par des orphelins ou les familles adoptives ou celles qui ont perdu un ou plusieurs des

Faire face aux problèmes posés par le virus du SIDA par des interventions dans le domaine de la foresterie

Depuis que le virus du SIDA décime la main d'œuvre agricole et épuise les ressources, les ménages utilisent de plus en plus fréquemment les forêts naturelles et les terres régies par la loi coutumière pour en tirer de la nourriture, un revenu, des pâturages et des matériaux de construction. Le secteur forestier peut contribuer à faire face au problème du manque de main d'œuvre et de ressources de la manière suivante:

- Les arbres peuvent être utilisés pour accroître la capacité d'adaptation des ménages ruraux. Les plantations dans des jachères abandonnées permettent de préserver la terre qui sera exploitée par les ménages, de remettre en état les sols appauvris et de fournir des produits (combustible, fourrages, fruits) qui seront consommés ou vendus.
- Les systèmes de production traditionnels offrent un certain nombre de possibilités d'utilisation des zones forestières avec peu de main d'œuvre qui permettent de maintenir le capital que représente le sol et la production qui est tirée de la terre, lorsque la main d'œuvre fait défaut.
- Manquant de main d'œuvre pour défricher les terres, les communautés victimes du SIDA sont contraintes de pratiquer des brûlis pour débroussailler les terres destinées aux cultures. Des programmes qui associent une sensibilisation au problème du SIDA à une gestion des brûlis sur les terrains boisés peut permettre de faire face efficacement à l'épidémie.
- Certaines essences d'arbre peuvent aider à traiter des infections opportunistes du SIDA. Les arbres à usage médicinal pourraient constituer une composante importante des programmes forestiers concernant le SIDA.

Source: FAO (2003): voir aussi: <http://www.fao.org/forestry/index.jsp>

leurs, mais, là encore, le ciblage doit se faire selon des critères à la fois précis et flexibles. La fourniture de rations alimentaires aux écoliers est indispensable pour couvrir leurs besoins nutritionnels. En leur fournissant également une ration supplémentaire qu'ils pourront ramener à la maison, on pourrait éviter qu'ils soient contraints de quitter l'école pour aider les membres de la famille à se nourrir. Les stratégies à long terme doivent essayer d'intervenir au niveau des ressources et comporter notamment la fourniture de semences et la diffusion de technologies permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre; il s'agit en l'occurrence d'aider les ménages à reconstituer l'infrastructure qui leur permettra de reprendre leurs activités agricoles et de les encadrer pendant la période de transition.

Suivi et évaluation des stratégies

Les stratégies doivent être soigneusement contrôlées et évaluées si l'on veut qu'elles soient utiles à la conception et à la mise en place de programmes permettant de mieux atténuer les répercussions du VIH/SIDA sur les moyens d'existence des communautés rurales et sur la sécurité alimentaire. Il conviendrait également de créer des systèmes de suivi permettant aux personnes concernées de mesurer elles-mêmes les progrès accomplis.

Il existe déjà un certain nombre d'instruments internationaux de mesure de la vulnérabilité, dont:

- le système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (FAO);
- le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (FAO);
- l'unité de cartographie et d'analyse de la vulnérabilité (PAM);
- l'évaluation de la pauvreté avec la participation des intéressés (FIDA).

Il importe que ces instruments intègrent systématiquement dans leurs données les indicateurs relatifs au VIH/SIDA; il importe à cette fin de mettre au point de nouveaux indicateurs et des méthodologies appropriées.

La mise au point d'indicateurs globaux ne doit pas faire oublier l'importance des relevés locaux ni la nécessité d'établir les profils de vulnérabilité des divers pays et régions. L'établissement de profils différenciés permettra en effet d'adapter les interventions aux besoins et aux capacités des communautés touchées par le VIH/SIDA et de tirer parti des stratégies déjà utilisées. Les caractéristiques générales de l'impact du VIH/SIDA sur le secteur agricole sont déjà largement connues, mais les données régionales sont encore insuffisantes et l'on manque encore d'informations plus précises sur les effets de la

Le VIH/SIDA pendant les conflits, les crises et les périodes consécutives aux conflits

La pauvreté, l'insécurité alimentaire chronique, la prévalence du VIH/SIDA et les situations de crise sont des phénomènes qui s'aggravent mutuellement et génèrent des situations complexes qu'il convient d'aborder avec détermination dans une perspective globale et intersectorielle. En cas de situation d'urgence, les mesures d'intervention doivent porter sur la prévention, les soins et l'atténuation des effets de l'épidémie. Les programmes d'aide alimentaire peuvent jouer un rôle à court terme car ils renforcent la sécurité alimentaire des ménages. La fourniture de rations alimentaires aux écoles permet de répondre aux besoins nutritionnels des enfants et d'inciter les parents à leur faire poursuivre leur scolarité. Les stratégies d'atténuation axées sur le long terme devraient essayer d'intervenir au niveau des ressources. Les programmes de distribution de semences dont l'objectif est d'aider les ménages à redémarrer leurs activités agricoles peuvent être un gage de sécurité pendant la période où les familles travaillent à se remettre à flot. Le suivi et l'évaluation des diverses activités doivent permettre d'évaluer leurs effets sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.

pandémie sur certains secteurs spécifiques – pêche, élevage, milieux commerciaux – ainsi que sur les systèmes d'exploitation agricole.

Avant de démarrer une activité, il est essentiel d'effectuer des analyses préliminaires portant sur certains groupes vulnérables – les personnes atteintes par le VIH/SIDA, leur famille, les orphelins – car cela améliorera les connaissances des effets du VIH/SIDA ainsi que des facteurs qui, dans une communauté donnée, permettent de passer de la pauvreté à l'autonomie. Il sera alors possible de fonder les projets sur une connaissance précise des problèmes liés au VIH/SIDA et de les orienter en conséquence. En effet, toute intervention qui n'est pas fondée sur une claire compréhension de la dialectique complexe qui s'établit entre le VIH/SIDA et la pauvreté risque d'aggraver les difficultés. La situation des veuves, des orphelins et des jeunes doit être abordée en priorité du fait de leur grande vulnérabilité aux conséquences du VIH/SIDA; il importe que toutes les mesures de lutte contre la pauvreté prévoient l'allocation des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins.

Pour l'heure, le VIH/SIDA ne fait pas partie intégrante des programmes des instituts de recherche agricole. L'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le Service international de la recherche agricole nationale (SIRAN) et la FAO ont proposé le lancement d'une Initiative mondiale sur le VIH/SIDA, l'agriculture et la sécurité alimentaire (GIAFFS), sous forme de projet commun entre les centres du GCRAI et les instituts nationaux et internationaux de recherche agricole. L'objectif de cette initiative est d'utiliser la recherche dans le domaine agricole pour réduire l'impact du

VIH/SIDA sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et pour mieux comprendre les effets de la pandémie de VIH/SIDA sur les moyens d'existence des milieux ruraux, périurbains et urbains, l'utilisation des terres, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les structures sociales. Cette initiative devrait permettre de diffuser des politiques novatrices et des instruments qui permettront aux institutions d'être mieux armées pour la mise au point d'une stratégie agricole de lutte contre l'épidémie.

Intégration des questions relatives au VIH/SIDA

Il faut tirer parti de l'expérience acquise dans tous les secteurs et par tous les partenaires dans le domaine de la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA pour être en mesure d'élaborer une stratégie efficace pour le monde agricole. Il existe déjà des activités spécifiquement axées sur le VIH/SIDA - notamment des programmes de responsabilisation des femmes, les initiatives concernant l'enseignement de notions élémentaires de droit, le crédit rural, etc. – dont le secteur agricole pourrait s'inspirer. On observe cependant que l'impact du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et la production n'a pas encore été clairement compris par les principaux acteurs du secteur agricole; de ce fait, il n'existe pas de véritable volonté politique et les ressources allouées aux programmes de prévention ou d'atténuation du VIH/SIDA ne sont pas suffisantes.

Il importe que les problèmes posés par l'épidémie puissent être abordés à tous les échelons, de la région au district, ce qui n'est pas chose aisée; cela implique en effet que toutes les questions soulevées par l'épidémie soient clairement comprises à tous les niveaux de la société, de telle sorte que le VIH/SIDA devienne une problématique globale par laquelle chacun se sent concerné. Les personnes qui travaillent à l'intégration des questions liées au VIH/SIDA dans la problématique du développement peuvent tirer de riches enseignements des activités analogues menées depuis quinze ans dans le domaine de l'égalité entre les sexes. On peut d'ores et déjà retenir les éléments suivants:

- Il faut que l'aide intervienne au niveau le plus élevé de l'organisation pour que l'enjeu soit pris sérieusement en considération;
- la nécessité de cette intégration doit être prônée à tous les niveaux de l'organisation, afin que tous ses membres adoptent une perspective commune;
- les activités doivent bénéficier de toutes les ressources nécessaires.

MISE EN PLACE DES PARTENARIATS ET DES ACTIVITÉS

Selon les participants, la compréhension de l'impact du VIH/SIDA sur les moyens d'existence des communautés rurales existe bel et bien; ce qu'il faut, c'est effectuer un travail continu de sensibilisation afin d'accroître la visibilité du programme international de lutte contre le VIH/SIDA, d'influer sur les politiques et de se doter des ressources nécessaires.

Ce rapport propose les éléments de base d'un cadre stratégique susceptible de répondre aux besoins du secteur agricole. Il convient encore de définir les conditions optimales de mise en œuvre des stratégies, d'intégrer les questions relatives au VIH dans le quotidien du monde agricole et de mettre à profit les pratiques qui ont déjà fait la preuve de leur efficacité dans d'autres secteurs. On trouvera dans le tableau 3 une synthèse des stratégies envisageables ainsi que quelques exemples d'activités réalisables à l'échelon du district et de leurs résultats en termes de sécurité alimentaire. On dispose ainsi d'un éventail des mesures que le secteur agricole peut mettre en œuvre pour lutter contre l'épidémie.

De nombreuses organisations locales, nationales et internationales ont participé à la mise en œuvre de stratégies d'atténuation au niveau local, régional ou national. Si l'on veut accroître l'efficacité de ces stratégies, réduire au maximum le gaspillage de ressources, et participer à la réalisation de cet objectif commun – atténuer les conséquences du VIH/SIDA – il faut continuer à mettre en place de véritables partenariats, fondés sur une coopération active.




Dans plusieurs domaines, il convient d'encourager des partenariats entre




- tous les acteurs dont les activités visent le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales;
- le secteur de l'agriculture et celui la santé, qui doivent s'efforcer de mettre en œuvre des synergies créatives;
- les ONG nationales et internationales qui offrent des services aux personnes vivant avec le VIH/SIDA et aux communautés rurales touchées par la maladie;
- les membres des services sociaux, des services de santé et des services de vulgarisation agricole.

La coordination entre les divers organismes doit être renforcée par des mécanismes précis permettant d'assurer la communication et de définir les zones de mise en œuvre. Il est par conséquent essentiel que la FAO, le FIDA, le PAM et ONUSIDA poursuivent leurs efforts pour atténuer les conséquences du VIH/SIDA sur les moyens d'existence des communautés rurales et sur la pauvreté. Leur coopération permet de cumuler les compétences de chaque organisation et d'en tirer le meilleur parti.

Tableau 4: Mise en œuvre de stratégies pour le secteur agricole l'échelon du district:

exemples d'activités et résultats attendus sur le plan de la sécurité alimentaire

Stratégie du secteur agricole	Exemples d'activités	Résultats attendus
Technologies permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre	<p>Introduire des technologies adaptées – mécanisation pour les petites exploitations, cultures nécessitant peu d'intrants, par exemple – en tenant compte des besoins locaux, des pratiques culturelles et du renouvellement de la répartition des tâches entre hommes et femmes. Quelques exemples:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des charrues plus légères et des outils qui puissent être utilisés par des enfants déjà grands, des femmes et des personnes âgées; - des variétés de semences améliorées qui réduisent la main-d'œuvre nécessaire pour les travaux de désherbage; - les cultures intercalaires; - des techniques culturales fondées sur une préparation minimale du sol; - un meilleur accès à l'eau potable. 	<p>La réduction de la main-d'œuvre nécessaire pour assurer la continuité de la production et une dépendance moins forte vis-à-vis des intrants</p> <p>doivent se traduire par </p> <p>une augmentation de la productivité et une plus grande sécurité alimentaire.</p>
Préservation et transmission du savoir	<p>Le savoir agricole traditionnel nécessaire à une bonne production peut par exemple porter sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les assolements; - l'élevage; - les céréales et l'alimentation ; - la biodiversité agricole; - les techniques de préparation des sols propres à chaque sexe; - les techniques d'entreposage; - les prix et les marchés; - les techniques de production des cultures vivrières et commerciales. <p>Le savoir associé à l'identité individuelle et communautaire occupe également une place importante.</p> <p>La transmission de ce savoir pourrait s'opérer par le biais de certains mécanismes – banques de semences, programmes de vulgarisation agricole par exemple – en fonction des besoins variables des ménages en difficulté en matière de technologie et d'information.</p>	<p>Dans les ménages qui ont perdu des adultes, la transmission intergénérationnelle du savoir-faire, des pratiques ainsi que du patrimoine communautaire de connaissances agricoles</p> <p>doit se traduire par </p> <p>une sécurité accrue, tant sur le plan alimentaire que sur celui des moyens d'existence.</p>
Renforcement des capacités des institutions rurales	<p>Les institutions rurales, formelles et informelles, et les prestataires de services doivent recevoir un appui pour être davantage en mesure d'aider les communautés à faire face aux répercussions de l'épidémie. Quelques exemples d'activités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - appuyer les modalités traditionnelles de partage de répartition du travail - créer des associations de crédit et de microfinance communautaires - créer des groupes d'entraide pour les soins à domicile et la garde des enfants - proposer une formation en apprentissage aux orphelins - fournir une aide alimentaire et éducative aux ménages - établir des liens avec le secteur de la santé - installer la radio dans les zones rurales. 	<p>Le renforcement des mécanismes d'adaptation des ménages et des communautés</p> <p>permet </p> <p>de préserver la viabilité économique, la cohésion sociale et les moyens d'existence des communautés rurales.</p>

Stratégie du secteur agricole	Exemples d'activités	Résultats attendus
Promouvoir l'égalité entre les sexes	<p>Le questionnement sur le partage des rôles respectifs des hommes et des femmes doit s'inscrire dans la recherche d'une plus grande égalité. Il serait notamment envisageable de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les inégalités entre sexes qui aggravent l'impact de l'épidémie - faire des recherches sur les législations et les traditions locales afin de mieux les comprendre - promouvoir des lois qui garantissent l'égalité des femmes en ce qui concerne l'accès aux ressources productives, aux niveaux local et national - travailler avec des organisations et des responsables locaux pour assurer aux femmes une plus grande égalité d'accès aux terres et autres ressources productives - faciliter l'accès au crédit des veuves et des veufs, afin qu'ils soient en mesure de poursuivre leurs activités agricoles - tenir compte systématiquement des questions d'égalité entre hommes et femmes lors de l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies d'atténuation. 	<p>Le repérage des inégalités et des vulnérabilités qui aggravent l'impact du VIH/SIDA</p> <p>permet </p> <p>une meilleure égalité d'accès aux ressources productives la prévention de la prostitution comme moyen de survie la protection des ménages contre les risques de contamination imputables à la pauvreté.</p>
Améliorer la nutrition	<p>Aider les personnes vivant avec le VIH/SIDA et pourvoir aux besoins nutritionnels des communautés en difficulté par le biais</p> <ul style="list-style-type: none"> - de programmes d'éducation nutritionnelle et de vulgarisation agricole adaptés selon l'âge et le sexe; - de jardins potagers susceptibles de fournir les nutriments essentiels et de diversifier les modes alimentaires; - de l'introduction de variétés de plantes améliorées et de meilleures techniques culturales; - d'un recours plus important aux petits ruminants, qui peuvent être consommés, vendus, et fournissent du fumier organique; - de campagnes de sensibilisation, dans le but d'assurer la fourniture des médicaments antirétroviraux et autres médicaments essentiels, ce qui suppose l'instauration de relations créatives avec les services de santé. 	<p>Une alimentation plus équilibrée, mieux adaptée aux besoins</p> <p>permet </p> <p>une augmentation de l'espérance de vie des personnes vivant avec le VIH/SIDA.</p>
Renforcer les mécanismes de protection économique et sociale	<p>Renforcer les mécanismes de protection économie et sociale traditionnels. Quelques exemples d'activités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les mécanismes les plus gravement endommagés par l'épidémie; - procéder à de soigneuses évaluations afin d'identifier les personnes les plus vulnérables; - appuyer les activités locales et les pratiques de partage des vivres; - s'inspirer des pratiques traditionnelles qui protègent les moyens d'existence; - fournir une aide aux familles d'accueil des orphelins; - renforcer les capacités des institutions de microcrédit et de crédit communautaire; - fournir une aide alimentaire à ceux qui souffrent de la faim. 	<p>Le gain pour les communautés rurales, en termes de moyens d'existence durables et de sécurité alimentaire et la protection des groupes vulnérables</p> <p>ont pour effet </p> <p>d'empêcher l'épuisement des ressources de base de la communauté; de donner aux familles les moyens de lutter contre la pauvreté.</p>

ESTIMATIONS ET DONNÉES RELATIVES AU VIH/SIDA PAR PAYS

Région	Estimation du nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA fin 2001				Enfants rendus orphelins par le SIDA en 2001	Décès dus au SIDA en 2001	Population 2001 (en milliers)		Taux de prévalence du HIV (en %) chez les jeunes (15-24 ans)						
	Adultes et enfants	Adultes (15-49)	Adultes (15-49) Taux (%)	Femmes (15-49)			Enfants (0-14)	Orphelins (0-14ans) actuellement en vie	Décès (adultes et enfants)	Total	Adultes (15-49 ans)	Femmes		Hommes	
												Estimation basse	Estimation haute	Estimation basse	Estimation haute
Total mondial	40,000,000	37,100,000	1.2	18,500,000	3,000,000	14,000,000	3,000,000	6,119,328	3,198,252	1.00	1.78	0.59	1.05		
Afrique subsaharienne	28,500,000	26,000,000	9.0	15,000,000	2,600,000	11,000,000	2,200,000	633,816	291,310	6.41	11.39	3.13	5.56		
Asie de l'Est et pacifique	1,000,000	970,000	0.1	230,000	3,000	85,000	35,000	1,497,066	833,058	0.06	0.10	0.12	0.22		
Australie et Nouvelle-Zélande	15,000	14,000	0.1	1,000	<200	<1000	<100	23,146	11,845	0.00	0.01	0.01	0.02		
Asie du Sud et du Sud-Est	5,600,000	5,400,000	0.6	2,000,000	220,000	1,800,000	400,000	1,978,430	1,031,463	0.36	0.64	0.22	0.38		
Europe orientale et Asie centrale	1,000,000	1,000,000	0.5	260,000	15,000	<5000	23,000	393,245	209,038	0.19	0.34	0.75	1.33		
Europe occidentale	550,000	540,000	0.3	140,000	5,000	150,000	8,000	407,021	200,286	0.10	0.17	0.15	0.27		
Afrique du Nord et Moyen-Orient	500,000	460,000	0.3	250,000	35,000	65,000	30,000	349,142	180,506	0.23	0.41	0.08	0.15		
Amérique du Nord	950,000	940,000	0.6	190,000	10,000	320,000	15,000	316,941	161,413	0.16	0.29	0.33	0.58		
Caribes	420,000	400,000	2.3	210,000	20,000	250,000	40,000	32,489	17,183	1.78	3.17	1.42	2.43		
Amérique latine	1,500,000	1,400,000	0.5	430,000	40,000	330,000	60,000	488,031	262,151	0.26	0.46	0.39	0.69		

Source: ONUSIDA (2002)

CHOIX DE PUBLICATIONS SUR LE VIH/SIDA ET L'AGRICULTURE

POLITIQUE AGRICOLE ET INTÉGRATION DES QUESTIONS RELATIVES AU VIH/SIDA

Barnett, T. 2001. HIV/AIDS and agriculture. *Mitigation strategies in the agricultural sector: a global perspective*. From technical meeting on Mitigating the impact of HIV/AIDS on food security and rural poverty: a framework for the agricultural sector. FAO.

DFID, FAO. 2000. *Inter-Agency Experience and Lessons: from the Forum on Operationalizing Sustainable Livelihood Approaches*. (également accessible à l'adresse: www.fao.org/docrep/x7749e/x7749e00.htm)

FAO. 2001a. *Strategic approaches to HIV prevention and AIDS mitigation in rural communities and households in Sub-Saharan Africa*. (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/2001/KN0402a_en.htm)

FAO. 2000e. *Population movement, development and HIV/AIDS: looking towards the future*. (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/WPdirect/WPan0049.htm)

FAO. 2000f. *AIDS and agriculture in Africa: can agricultural policy make a difference?* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/WPdirect/Wpan0048.htm)

FAO. 1999b. *HIV/AIDS and the commercial agricultural sector of Kenya: impact, vulnerability, susceptibility and coping strategies*. (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/EXdirect/EXre0026.htm)

FAO. 1997c. *The impact of HIV/AIDS on rural households/communities and the need for multi-sectoral prevention and mitigation strategies to combat the epidemic in rural areas*. (également accessible à l'adresse www.fao.org/docrep/x0259e/x0259e00.htm)

FAO, UNDP. 1998. *The implications of HIV/AIDS for rural development policy and programming: focus on sub-Saharan Africa*. (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/WPdirect/WPre0074.htm)

FIDA. 2001a. *Strategy Paper on HIV/AIDS for East and Southern Africa*. (également accessible à l'adresse www.ifad.org/operations/regional/pf/aids.pdf)

Oshaug, A., Engh, I. 2002. *International Project on the Right to Food in Development*. Akershus. Collège universitaire et Université d'Oslo.

ONUSIDA. 2000. *HIV/AIDS epidemic is shifting from cities to rural areas – New focus on agricultural policy needed*. Communiqué de presse. (également accessible à l'adresse www.unaids.org/whatsnew/press/eng/pressarc00/rome2206.html)

UNDP. 2001. *Population Mobility and HIV Vulnerability in South East Asia: An Assessment and Analysis South*. UNDP East Asia HIV and Development Project. (également accessible à l'adresse www.hiv-development.org/publications/Strategy.htm)

SYSTÈMES DE PRODUCTION

FAO. 2002a. *AIDS is hitting the African farm sector. World Food Summit: 5 years later.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/worldfoodsummit/english/newsroom/focus/focus4.htm)

FAO. 2001d. *Zero tillage development in tropical Brazil.* Bulletin des services agricoles de la FAO n° 147.

FAO. 2000a. *HIV/AIDS in Namibia: the impact on the livestock sector.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/WPdirect/WPan0046.htm)

FAO. 1998a. *Impact of HIV/AIDS on agriculture.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/waicent/faoinfo/sustdev/WPdirect/WPre0075.htm)

FAO. 1997a. *Impact du VIH/SIDA sur les systèmes d'exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/docrep/W6983F/W6983F00.htm)

FAO. 1996. *AIDS and agriculture in sub-Saharan Africa.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/wpdirect/wpre0003.htm)

FAO. 1995. *The effects of HIV/AIDS on farming systems in eastern Africa.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/docrep/v4710e/v4710e00.htm)

FAO. 1994. *Is HIV/AIDS a threat to livestock production? The example of Rakai, Uganda.* In World Animal Review. (existe en anglais, en français et en espagnol, également accessible à l'adresse www.fao.org/docrep/t4650t/t4650T00.htm)

FAO, Ease International, UNOPS et PNUD. 2002. *Agriculture and AIDS.* (également accessible à l'adresse www.hiv-development.org/publications/Agriculture.asp)

FAO, FIDA. 2002. *Labour saving technologies and practices for farming and household activities under conditions of labour stress.*

FAO, ONUSIDA. 1999. *Sustainable agriculture/rural development and vulnerability to the AIDS Epidemic.* UNAIDS best practice collection. (également accessible à l'adresse www.unaids.org/publications/documents/sectors/agriculture/Jc-fao-e.pdf)

Ncube, NM. 1999. *AIDS and African Smallholder Agriculture. SFAIDS.* (également accessible à l'adresse www.sfaids.org)

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SYSTÈMES DE PROTECTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Barnett, T., Whiteside, A. 2002. *AIDS in the 21st Century: Disease and Globalization.* Palgrave-Macmillan, New York.

Buckley, S. 1997. *Wife Inheritance Spurs AIDS Rise in Kenya.* *Washington Post Foreign Service.*

FAO. 2002d. *HIV/AIDS, agriculture and food security in mainland and small island countries of Africa.* 22e conférence régionale pour l'Afrique. Egypte. (également accessible à l'adresse www.fao.org/DOCREP/MEETING/004/Y6059E.HTM)

FAO. 2001b. *HIV/AIDS, food security and rural livelihoods.* Document récapitulatif. (également accessible à l'adresse www.fao.org/worldfoodsummit/english/newsroom/focus/focus4.htm)

FAO. 2001c. *The impact of HIV/AIDS on food security. Comité de la sécurité alimentaire mondiale. 27e session.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/DOCREP/MEETING/003/Y0310E.HTM)

ONUSIDA. 2001. *HIV/AIDS, Food Security and Rural Development.* Document récapitulatif. (également accessible à l'adresse www.unaids.org/fact%5Fsheets/ungass/word/fsfood%5Fen.doc)

PAM. (nd) *Food is critical in the fight against HIV/AIDS.* Press Pack. (également accessible à l'adresse www.wfp.org/index.asp?section=2)

ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

FAO. 2000c. *Culture, agriculture and rural development: a view from FAO's population programme service.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/wpdirect/wpre0132.htm)

FAO. 2000d. *Population and gender in rural societies from the perspective of FAO's population programme.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/wpdirect/wpre0128.htm)

FAO. 1998c. *Technical support service thematic workshop on male involvement in sexual and reproductive health programmes and services.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/WPdirect/WPre0123.htm)

AMÉLIORATION DE LA NUTRITION

Academy for Educational Development. 2001. *HIV/AIDS: A Guide for Nutrition, Care and Support.* Food and Nutrition Technical Assistance Project. Washington DC. (également accessible à l'adresse www.fantaproject.org/downloads/pdfs/revguide.pdf)

FAO. 1999a. *HIV/AIDS and nutrition: helping families and communities to cope: In Food, nutrition and agriculture.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/docrep/x4390t/x4390t04.htm)

James, W.P.T., Schofield, E.C. 1990. *Human Energy Requirements: A Manual for Planners and Nutritionists.* Oxford University Press. FAO.

Woods, M.N. 1999. *Dietary recommendations for the HIV/AIDS patient.* In Miller, T., Gorbach, S. *Nutritional Aspects of HIV Infection.* Oxford University Press. New York.

PRÉSERVATION ET TRANSMISSION DU SAVOIR

FAO. 2002b. *Agrobiodiversity, food security and HIV/AIDS mitigation in sub-Saharan Africa: strategic issues for agricultural policy and programme responses.* (www.fao.org/sd/2002/PE0104a_en.htm)

FAO. 2002c. *The elderly, HIV/AIDS and sustainable rural development.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/2002/pe0101_en.htm)

FAO. 2000b. *The HIV/AIDS pandemic, changing age structures and population distribution and rural development. In Changing Age Structure and Population Distribution in the 21st Century: Implications for Development and Programming.* Document de travail no. 2.

FAO. 1998b. *Rural Children Living in Farm Systems Affected by HIV/AIDS: some issues for the rights of the child on the basis of FAO studies in Africa.* (également accessible à l'adresse www.fao.org/sd/WPdirect/WPan0026.htm)

ONUSIDA, USAID, UNICEF. 2002. *Children on the brink. A joint report on orphan estimates and program strategies.* (également accessible à l'adresse www.unaids.org/barcelona/presskit/childrenonthebrink.html)

SUIVI ET ÉVALUATION

ONUSIDA. 2002. *The report on the global HIV/AIDS epidemic.* (également accessible à l'adresse www.unaids.org/barcelona/presskit/report.html)

Bureau de recensement des États-Unis 2000. *World Population Profile in Strategy paper on HIV/AIDS for East and Southern Africa.* FIDA. (également accessible à l'adresse www.ifad.org/operations/regional/pf/aids_1.htm)

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS RURALES

FAO, ONUSIDA. 2001. *Addressing the impact of HIV/AIDS on Ministries of Agriculture: focus on Eastern and Southern Africa.* (également accessible à l'adresse www.unaids.org/bestpractice/digest/files/topouzisMoA2011.doc)

FAO, PNUD. 2002. *A Development Strategy to Empower Rural Farmers and Prevent HIV.* FAO. PNUD South East Asia HIV and Development Project. (également accessible à l'adresse www.hiv-development.org/publications/HESA.asp)

FIDA. 2001b. *UWESO Development Programme: Progress Report.* Rome. (également accessible à l'adresse www.ifad.org/operations/regional/pf/aids.pdf)

White, J. 2002. *Facing the Challenge: NGO Responses to the Impacts of HIV/AIDS.* Natural Resources Institute, UK.

Banque mondiale. 2001. *The multi-country HIV/AIDS program for Africa.* (également accessible à l'adresse www.worldbank.org/afr/aids/map.htm)

PROGRAMME DE LA RÉUNION

PREMIER JOUR

- 08.00 – 08.45 **Inscription**
- 09.00 – 10.00 **Cérémonie d'ouverture**
Sissel Ekaas, Director, Women and Population Division, FAO
Jacques Paul Ekebil, Assistant Director-General, Sustainable Development Department, FAO
Henri Carsalade, Assistant Director-General, Technical Cooperation Department, FAO
Gary Howe, Director of the East and Southern Africa Division, FIDA
Allan Jury, Officer in Charge Strategy and Policy Division, PAM
James Sherry, Director, Program Development & Coordination Group, UNAIDS Secretariat
- 10.00 – 10.30 **Impact du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et la pauvreté dans les zones rurales: vue d'ensemble**
Objectifs de la réunion et résultats attendus
Marcela Villarreal, Point focal de la FAO sur le VIH/SIDA
- 10.30 – 11.00 Pause café
- 11.00 – 12.30 **Les implications du VIH/SIDA pour l'élaboration des stratégies et des programmes**
Président: Allan Jury
Exposés
Agriculture et VIH/SIDA: une perspective pour le long terme
Jacques du Guerny
L'impact du VIH/SIDA sur les ménages et les communautés
Gabriel Rugalema, ONUSIDA/PNUD
Réduction de la vulnérabilité au VIH et développement des capacités d'adaptation: une stratégie pour le secteur agricole
LeeNah Hsu, PNUD SEAHIV (Programme de développement de lutte contre le VIH en Asie du Sud-Est)
Débat
- 12.30 – 13.15 **Séminaire du déjeuner**
VIH/SIDA et sécurité alimentaire: approche fondée sur les droits de l'homme
Arne Oshaug, Akershus University College, Bekkestua
- 14.30 – 15.30 **Expérience et perspectives des pays**
Président: James Sherry
Les représentants des gouvernements et des ONG ont présenté les expériences et les objectifs de leur pays en ce qui concerne l'atténuation de l'impact du VIH/SIDA sur le secteur agricole ils ont identifié les difficultés qui freinent la réalisation de ces objectifs et ils ont défini les moyens de les surmonter.
- 15.30 – 16.00 Pause café
- 16.00 – 16.30 **Relever le défi: réponses des ONG face aux effets du VIH/SIDA**
Joanna White, Natural Resources Institute, University of Greenwich
- 16.30 – 17.30 **Expérience et perspectives des pays (suite)**
Débat
- 18.00 Réception

DEUXIÈME JOUR

- 09.00 – 09.45 *Stratégies de lutte du secteur agricole: perspective mondiale*
Tony Barnett, School of Development Studies, University of East Anglia
- 09.45 – 10.00 **Quelles mesures faut-il prendre dans le secteur agricole? Questions essentielles, lacunes et perspectives**
Président: Tony Barnett
Introduction aux groupes de travail
Carol Djeddah, consultante de la FAO
- 10.00 – 10.30 Café
- 10.30 – 12.30 **Groupes de travail**
Groupe de travail 1: **Groupes extrêmement pauvres et vulnérables**
Groupe de travail 2: **Les compétences et les capitaux au service de la sécurité alimentaire et du bien-être**
Groupe de travail 3: **L'agriculture au service de la sécurité alimentaire et du bien-être**
Groupe de travail 4: **Nutrition**
Groupe de travail 5: **Programmes mis en œuvre durant et après les conflits**
Groupe de travail 6: **Renforcement des capacités et décentralisation**
- 12.30 – 14.00 Déjeuner
- 14.00 – 15.00 *Groupes de travail (suite)*
- 15.00 – 15.30 **Exposés des groupes de travail en séance plénière**
- 15.30 – 16.00 Café
- 16.00 – 17.30 **Exposés des groupes de travail en séance plénière (suite)**
Débat
- 17.30 – 18.00 *Le programme multinational de la Banque mondiale: mobilisation des ressources*
Bachir Souhail, Banque mondiale

TROISIÈME JOUR

- 09.00 – 10.30 **Mise en place d'un cadre stratégique pour le secteur agricole**
Président: Gary Howe
J. Collins, Institute for Food and Development Policy/Food First
J. du Guerny, Resource person
G. Rugalema, ONISIDA/PNUD
Janet Seeley, School of Development Studies
D. Topouzis, Resource person
- 10.30 – 11.00 Café
- 11.00 – 12.30 **Mise en place d'un cadre stratégique pour le secteur agricole (suite)**
Débat
- 12.30 – 14.00 Déjeuner
- 14.00 – 15.00 **Pour appuyer le cadre stratégique**
Président: Jeremy Stickings, Rural Livelihoods Dept, Department for International Development (DFID)
Collaboration interinstitutions
Daphne Topouzis
Recherche agricole
Stein Bie, International Service for National Agricultural Research (ISNAR)
Rôle des réseaux d'information
Tim France, Hdnet
Débat
- 15.00 – 16.00 **Conclusions et clôture**

LISTE DES PARTICIPANTS

REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS

Dejene ABESHA
Division Head under Agricultural Extension Department
P.O. Box 62347
Addis Ababa
ÉTHIOPIE
Tél.: +251-1-153445
Fax: +251-1-510891
SG2000@telecom.net.et

Martha OUDIA
District Agriculture and Home Economics Officer
AIDS Control Unit
Ministry of Agriculture
P.O. Box 3
Siaya
KENYA
Tél.: +254-334-21284

Coletane CAREY
National AIDS Coordinator
Department of Land Affairs
Ministry of Agriculture and Land Affairs
184 Jacob Marè Street
Pretoria; Le Cap
AFRIQUE DU SUD
Tél.: +27-12-312 9705
Fax: +27-12-312 8066
CMCAREY@sghq.pww.gov.za

Tia PHALLA
Secretary General
National AIDS Authority (NAA)
P.O. Box 1649
Phnom Penh
CAMBODGE
Tél.: +855-2321 4873
Fax: +855-2321 4873
unaidscomb.bora@bigpond.com.kh

Patrick ISINGOMA
Chief Administrative Officer for Hoima District
DDSP Liaison Office
Ministry of Local Government
P.O. Box 7037
Kampala
OUGANDA
Tél.: +256-77-513 712
Fax: +256-41-235 075

Charles TULAHU
Senior Agricultural Economist
Ministry of Agriculture and Food Security
Department of Policy and Planning
P.O. Box 9192
Dar-es-Salaam
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
Tél.: +255-22-286 2074
Fax: +255-22-286 2070
dpp@kilimo.to.tz
tulahi@ttic.co.tz

Dinah KASANGAKI
PAO/CP/Coordinator
Ministry of Agriculture, Animal Ind. and Fisheries
P.O. Box 102
Entebbe
OUGANDA
Tél.: +256-41-32 09 83
Fax: +256-41-321047
entebbe@ulamp.co.ug

Jinbiao WANG
Deputy Division Director
Ministry of Agriculture
11 Nong Zhan Guan Nan Li
Beijing 100026
CHINE
Tél.: +86-10-6419 2425
Fax: +86-10-6500 4635
wangjinbiao@agri.gov.cn

Helen MYEZWA
Regional Coordinator GTZ-HSR
Health Systems Research in the
Southern African Regions
P.O. Box 2046
Harare
ZIMBABWE
Tél.: +263-4-733 696
Fax: +263-4-733 6895
gtzhsr@ecoweb.co.zw

EXPERTS ET PERSONNES RESSOURCES

Tony BARNETT
School of Development Studies
University of East Anglia
Norwich NR4 7TJ
ROYAUME-UNI
Tél.: +44-0-1603 592807
a.barnett@uea.ac.uk

Stein BIE
ISNAR – International Service for
National Agricultural Research
PO Box 93375 2509 AJ
The Hague
PAYS-BAS
Tél.: +31-070-349 6100
Fax: +31-070-381 9677
s.bie@cgiar.org
www.cgiar.org

Jacques DU GUERNY
Resource person
La Fongeline (Faucon)
84110 Vaison-la-Romaine
FRANCE
Tél.: +33-490-464 036
duguernyj@club-internet.fr

Ida-Eline ENGH
International Project on the Right to Food in
Development
Norwegian Institute of Human Rights
University of Oslo
P.O. Box 6832 St Olavs plass
0130 Oslo
NORVÈGE
Tél.: +47-228-42007
Fax: +47-228-42002
i.e.engh@nihr.uio.no

Arne OSHAUG
Professor Diet and Nutrition
Akershus University College
Ringstabekkveien 105
N-1356 Bekkestua
NORVÈGE
Tél.: +47-67-117 190
Fax: +47-67-117 008
arne.oshaug@hiak.no

Philippa ROBERTSON
Consultant
Rome
ITALIE
Cell.: +39-333 3099 007
p_robertson11@hotmail.com

Janet SEELEY
ODG/UEA
School of Development Studies
University of East Anglia
Norwich NR4 7TJ
ROYAUME-UNI
Tél.: +44-1603-593370
j.seeley@uea.ac.uk

Jeremy STICKINGS
Senior Adviser (Multilateral Agencies)
Rural Livelihoods Department
DFID
94 Victoria Street
London SW1E 5JL
ROYAUME-UNI
Tél.: +44-20-7917 0548
Fax: +44-22-7917 0624
J-Stickings@dfid.gov.uk

Joanna WHITE
Social Development Advisor
Social and Economic Develop. Depart.
Natural Resource Institute
University of Greenwich
Central Avenue, Chatham Maritime
Kent ME 4 4TB
ROYAUME-UNI
Tél.: +44-1634-883 324
Fax: +44-1634-883 377
j.l.white@gre.ac.uk

ORGANISATIONS

FIDA

Fonds international de développement agricole
Via del Serafico 107
00142 Rome
ITALIE

Gary HOWE
Director
East and Southern Africa Division
Tél.: +39-06-5459 2262
Fax: +39-06-504 3463
g.howe@ifad.org

Paola IDELSON
Intern
Tél.: +39-06-54591
Fax: +39-06-504 3463
p.idelson@ifad.org

Sean KENNEDY
Associate Programme Officer/Nutritionist
Technical Advisory Division
Tél.: +39-06-54591
Fax: +39-06-504 3463
s.kennedy@ifad.org

Annina LUBBOCK
Technical Advisor
Gender Technical Advisory Division
Tél.: +39-06-54591
Fax: +39-06-504 3463
a.lubbock@ifad.org

Miriam OKONGO
Tél.: +39-06-5459 2191
Fax: +39-06-5043 463
m.okongo@ifad.org

Daphne TOPOUZIS
Consultant
Via Francesco Ripandelli 50 - int. 8
00149 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-5528 2575
HemrichGue@aol.com

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la population

Erik PALSTRA
Senior External Relations Officer
FNUAP
Palais des Nations
1211 Geneve 10
SUISSE
Tél.: +41-22-917 8574
Fax: +41-22-917 8016
palstra@unfpa.org

Groupe de la Banque mondiale

Bachir SOUHLAL
AIDS Campaign Team for Africa
World Bank
Washington
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: +1-202-473 2535
Bsouhlal@worldbank.org

IOM

Organisation internationale pour les migrations
Via Nomentana 62
001161 Rome
ITALIE

Natale LOSI
Tél.: +39-06-442 31428
Fax: +39-06-440 2533
Nlosi@iom.int

Michela MARTINI
Tél.: +39-06-442 31428
Fax: +39-06-440 2533
mmartini@iom.int

OIT

Organisation internationale du travail

Pia NYMAN
OIT/SIDA
4 Routes des Morillons
CH 1211 Genève
SUISSE
Tél.: +41-22-799 6486
Fax: +41-22-799 6349
nyman@ilo.org

ONUSIDA

Programme commun des Nations Unies
pour le VIH/SIDA
20, avenue Appia
CH-1211 Genève 27
SUISSE

James SHERRY
Director – Programme Development and
Coordination Group
Tél.: +41-22-791 4505
Fax: +41-22-791 4768
sherryj@unaids.org

Gillian HOLMES
Senior Adviser – Strategy and Programme Development
Programme Development and Coordination Group
UNAIDS Secretariat
Tél.: +41-22-791 4644
Fax: +41-22-791 4768
holmesg@unaids.org

PAM

Programme alimentaire mondial
Via Cesare Giulio Viola 68/70
Parco dei Medici
00148 Rome
ITALIE

Beatrice BONNEVAUX
Programme Advisor
Tél.: +39-06-6513 2743
Beatrice.Bonnevaux@wfp.org

Jaspal GILL
Programme Officer
Tél.: +39-06-65131
Jaspal.Gill@wfp.org

Robin JACKSON
Policy Analyst
Tél.: +39-06-6513 2562
Robin.Jackson@wfp.org

Allan JURY
Officer in Charge
Strategy and Policy Division
Tél.: +39-06-6513 2601
Allan.Jury@wfp.org

Robin LANDIS
HIV/AIDS Policy Specialist
Tél.: +39-06-6513 2722
Robin.Landis@wfp.org

Tom LECATO
Senior Liaison Officer
Tél.: +39-06-6513 2370
Tom.Lecato@wfp.org

Peggy NELSON
Chief
Office of Development Activities (ODA)
Operations Department
Tél.: +39-06-6513 2336
Fax: +39-06-6513 2809
Peggy.nelson@wfp.org

Julie THOULOZAN
Programme Officer
Humanitarian Affairs
Tél.: +39-06-6513 2604
Julie.Thoulouzan@wfp.org

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

LeeNah HSU
PNUD / SEAHIV South East Asia HIV and Development
Programme
5th Floor, B Block, United Nations Building
Bangkok 10200
THAÏLANDE
Tél.: +662-288 2205
Fax: +622-280 1852
leenah.hsu@undp.org
<http://www.hiv-development.org>

Gabriel RUGALEMA
ONUSIDA/PNUD
Metropark Building
351 Schoeman Street
P.O. Box 6541
Pretoria; Le Cap 0001
AFRIQUE DU SUD
Tél.: +27-12-338 5062/5065
Cell: +27-82-4529 614
gabriel.rugalema@undp.org

Représentations permanentes auprès de la FAO

ALLEMAGNE

Birgit FEHLING
Second Secretary
Permanent Representation of the Federal Republic of
Germany to FAO
Via San Martino della Battaglia 4
00185 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-4921 3280/1
mail@germanrepresentationfao.org

BELGIQUE

Bernard DE SCHREVEL
Premier Secrétaire pour la Coopération Internationale
Représentation permanente de la Belgique auprès des
Nations Unies à Rome
Via Omero 8
00197 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-320 8743
Fax: +39-06-320 3992
romefao@diplobel.org

ESPAGNE

Javier PIERNAVIEJA
Representante Adjunto de España ante la FAO
Largo dei Lombardi 21
00186 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-686 9539
repfaoes.agri@iol.it

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

David P. LAMBERT
Alternate Permanent Representative
Counsellor for Agricultural Affairs
United States Mission to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture
Via Sardegna 49
00187 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-4674 3507
Fax: +39-06-4788 7047
LambertD@fas.usda.fas

Jane STANLEY

Programme Specialist
United States Mission to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture
Via Sardegna 49
00187 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-4674 3510
Fax: +39-06-4788 7047

NORVÈGE

Ziv BOEDTKER
Second Secretary
Royal Norwegian Embassy
Via delle Terme Deciane 7
00153 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-4921 3280/1
emb.rome@mfa.ng

PAYS-BAS

Jacco BOS
Alternate Permanent Representative
Permanent Representation of the Kingdom of the
Netherlands to FAO
Via delle Terme Deciane 6
00153 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-574 0306
Fax: +39-06-574 4927
rof@minbuza.nl

SUÈDE

Margaretha ARNESSON
Programme Officer
Embassy of Sweden
Piazza Rio de Janeiro 3
00161 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-441 941
Fax: +39-06-441 94762

SUISSE

Hubert POFFET
Représentant adjoint de la Suisse auprès de la FAO
Viale Aventino 89
00153 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-575 6253
Fax: +39-06-575 6321
hubert.poffet@roa.rep.admin.ch

UNION EUROPÉENNE
Frances-Anne HUNTER
Alternate Permanent Representative
European Commission Delegation in Rome
Via IV Novembre 149
00187 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-678 2672
Fax: +39-06-679 7830
mc1922@mcclink.it

ONG

Organisations non gouvernementales

Carmela BASILI
ACWW
Via Flaminia 203
00196 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-3221 322

Peter BERG
Management Adviser
Health and Development Networks
Unsoeldstrasse 5
D-80538 Munich
ALLEMAGNE
Tél./Fax: +49-89-2166 8594
peter@hdnet.org

Joe COLLINS
Institute for Food and Development Policy / Food First
398 60th Street, Oakland, CA 94618
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: +1-510-654 4400
Fax: +1-510-654 4551
foodfirst@foodfirst.org

Tim FRANCE
HDNet – Health and Development Networks
P.O. Box 173
Chiang Mai University Post Office
Huay Kaew Road
Muang Chiang Mai 50200
THAÏLANDE
Tél.: +66-53-894 727
Fax: +66-53-894 728
tfran@hdnet.org

Amelia JACOB
SHDEPHA – Service Health and Development
for People living with HIV/AIDS
P.O. Box 8295, Dar es Salaam
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
Tél.: +255-222-181 849
SHDEPHA@yahoo.co.uk

Kristin KALLA
Director HIV/AIDS
CARE
151 Ellis Street, NE
Atlanta, GA 30303-2400
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: +1-404-979 303
Fax: +1-404-589 607
kkalla@care.org

Neil MARSLAND
Regional Food Security Advisor
Save the Children UK / SADC - FANR
Merchant House
43, Robson Manyika Avenue
P.O. Box 4046
Harare
ZIMBABWE
Tél.: +263-4-796 847/8
Cell: +263-11-806 397
neil_marsland@hotmail.com
nmarsland@fanr-sadc.co.zw

Yvonne MELCHIORRI
ICW – International Council of Women
Viale Aventino 89
00153 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-5923 993
Fax: +39-06-5713 6190
Melchiorri@tin.it

Claude NANKAM
Agriculture and Food Security Officer
Technical Resources Team
World Vision Inc.
220 "1" Street NE, Suite 270
Washington DC, 20002
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: +1-202-547-3743
Fax: +1-202-547-4834
cnankam@worldvision.org

Nellie NYANG'WA
OXFAM
Lilongwe
MALAWI
Tél.: +265-622 558
Fax: +265-624 526
nnyang'wa@oxfam.org.uk

Robert OCHAI
TASO – The AIDS Support Organisation
Gayaza Road, After Mperewe
P.O. Box 10433 Kampala
OUGANDA
Tél.: +256-77-767 637
Cell: +256-77-595 062
Fax: +256-41-566 704
tasodata@imul.com

Pamella OPIYO
Diocesan Coordinator for HIV/AIDS
Campaign and Food Security
Diocese of Maseno West
P.O Box 10, Siaya
KENYA
Tél.: +254-35-51163/64
Fax: +254-35-51592
afresmaseno@africaonline.co.ke

Paola ORTENSINI
International Federation of Agricultural Producers
IFAP /CIA
Via Flaminia 56
00196 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-32687230/3203564
Fax: +39-06-3200 3566
p.ortensi@cia.it

Francesca RONCHI-PROIA
Ad Hoc Group of INGO Representatives
Residing in Rome
Via G. Dandini 8/M
00154 Rome
ITALIE
Tél./Fax: +39-06-5779 068
ronchi12@interfree.it

Simunji SAYOWA
Zambia Sugar
P.O. Box 670240
Nakambala Sugar Estates
Mazabuka
ZAMBIE
Tél.: +260-01-300013
SSayowa@zamsugar.zm

Wellington THWALLA
National Land Committee
P.O. Box 30994
Braamfontein 2017
Johannesburg
AFRIQUE DU SUD
Tél.: +27-11-403 3803
Fax: +27-11-339 6315
wellington@nlc.co.za

Eric Luke WENDT
Institute for Food and Development
Policy / Food First
398 60th Street, Oakland, CA 94618
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: +1-510-654 4400
Fax: +1-510-654 4551
foodfirst@foodfirst.org

FAO

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
ITALIE
Tél.: +39-06-5705 1

Henri CARSALADE
Assistant Director-General
Technical Cooperation Department
Henri.Carsalade@fao.org

Hartwig DE HAEN
Assistant Director-General
Economic and Social Department
Hartwig.DeHaen@fao.org

Jacques Paul ECKEBIL
Assistant Director-General
Sustainable Development Department
JacquesPaul.Eckebil@fao.org

Louise FRESCO
Assistant Director-General
Agriculture Department
Louise.Fresco@fao.org

Sissel EKAAS
Director
Gender and Population Division
Sissel.Ekaas@fao.org

Emmanuel CHENGU
Extension, Education and Communication Service
Emmanuel.Chengu@fao.org

Florence EGAL
Nutrition Officer
Nutrition Programmes Service
Florence.Egal@fao.org

Kevin GALLAGHER
Senior Officer
Global Integrated Pest Management Facility
Kevin.Gallagher@fao.org

Jean-François GASCON
Operations Officer
Special Relief Operations Service
JeanFrancois.Gascon@fao.org

Wanjiku GICHIGI
Associate Professional Officer
Regional/Sub-Regional and National Development
Banks Cooperative Service
Wanjiku.Gichigi@fao.org

Yacob GOUGSA
Chief
Technical Cooperation Programme Service
Yacob.Gougsa@fao.org

Indira JOSHI
Operations Officer
Special Relief Operations Service
Indira.Joshi@fao.org

Josef KIENZLE
Agricultural Engineering Branch
Josef.Kienzle@fao.org

Yianna LAMBROU
Senior Officer
Gender and Development Service
Yianna.Lambrou@fao.org

Sabine MICHIELS
FAO Consultant
Rome
ITALIE
pikinini2001@yahoo.com

Kalim QAMAR
Senior Officer
Extension, Education and Communication Service
Kalim.Qamar@fao.org

Marie RANDRIAMAMONJY
Chief
Gender and Development Service
Marie.Randriamamonjy@fao.org

Laurent THOMAS
Senior Operations Officer
Special Relief Operations Service
Laurent.Thomas@fao.org

Esther ZULBERTI
Chief
Extension, Education and Communication Service
Esther.Zulberti@fao.org

Secrétariat FAO

Marcela VILLARREAL
HIV/AIDS focal point
Chief
Population and Development Service
Tél.: +39-06-570 52346
Fax: +39-06-570 52004
Marcela.Villarreal@fao.org

Carol DJEDDAH
Consultant
Population and Development Service
Tél.: +39-06-570 56376
Fax: +39-06-570 52004
Carol.Djeddah@fao.org

Maren LIEBERUM
Consultant
Population and Development Service
Tél.: +39-06-570 56089
Fax: +39-06-570 52004
Maren.Lieberum@fao.org

Libor STLOUKAL
Population Policy Officer
Population and Development Service
Tél.: +39-06-570 53958
Fax: +39-06-570 52004
Libor.Stloukal@fao.org

